

PANO

2018 | GROUPE AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

RAMA

#MondeEnCommun



An aerial, high-angle photograph of a large, open public square or plaza. The ground is paved with large, light-colored rectangular tiles. A dense crowd of people is scattered across the square, walking in various directions. The people are seen from above, appearing as small, colorful figures. The overall scene conveys a sense of a busy, shared public space.

Un monde en commun

L'AFD est l'acteur central de la politique de développement de la France. Nous nous engageons sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement, émergents et les Outre-mer. Intervenant dans de nombreux secteurs – énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation –, nous accompagnons la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun.

Notre action s'inscrit pleinement dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Présente dans 110 pays via son réseau de 85 agences, l'AFD finance, suit et accompagne aujourd'hui plus de 3 600 projets de développement.

Panorama 2018

Éditos

<< *Jouer un rôle pionnier pour le climat* >>
par Laurence Tubiana 4

<< *Une AFD plus solide* >>
par Rémy Rioux 5

Sur le terrain

REPORTAGES



INDE
Les nuits plus vertes de Jodhpur..... 20

CÔTE D'IVOIRE
Quand les filles prennent le chemin de l'école..... 28

MAYOTTE
Nouveaux horizons pour les pêcheurs..... 32

GUYANE
Enfin de l'eau potable au robinet..... 38

LIBAN
Apprendre un métier... et à vivre ensemble..... 42

TUNISIE
Les visages de la médina..... 48

MEXIQUE
Les planteurs pionniers du Mexique..... 56

COLOMBIE
Condamnés à une seconde chance..... 62

GABON
Le long du Transgabonais..... 66

CAMBODGE
L'irrigation au secours des agriculteurs..... 76

CÔTE D'IVOIRE
Le numérique défie la déforestation..... 84

AILLEURS DANS LE MONDE..... 88

Une plateforme au service du développement

STRATÉGIE



Un niveau d'activité record..... 8

Au plus près des besoins..... 12

Des domaines d'action élargis..... 16

L'intelligence collective

DIALOGUES



<< *Il est essentiel de réduire les inégalités car elles nuisent au développement* >> – Gaël Giraud..... 92

<< *Créer des synergies entre recherche et politiques publiques* >> – Nahoua Yeo..... 96

<< *Croiser nos regards sur le développement* >>
– Frédéric Mion..... 100

Les jeunes et leur rapport au monde..... 104

<< *Apprendre et progresser dans nos pratiques* >>
– Nathalie Le Denmat..... 106

Quand l'innovation sert l'environnement..... 112

Le dessin et le territoire..... 114

« Jouer un rôle pionnier pour le climat »

Laurence Tubiana, présidente du conseil d'administration

Le One Planet Summit de décembre 2017 a été un moment clé de remobilisation collective en faveur de l'environnement, deux ans après l'historique Accord de Paris pour le climat et la défection américaine. Pour l'AFD qui a participé pleinement à sa préparation, ce sommet a été l'occasion d'affirmer une doctrine forte : celle de construire une agence de financement du développement 100 % alignée sur l'Accord de Paris.

Mettre en œuvre les objectifs de l'Accord de Paris et limiter la hausse des températures, c'est s'engager sur la voie d'un développement qui soutient les nouvelles sources d'énergie, promeut une agriculture respectueuse de l'environnement, réinvente les villes et revisite les modèles de consommation. C'est aussi réorienter tous les flux financiers vers l'économie verte et le développement durable.

Il s'agit là d'un bouleversement que les agences de financement du développement dans le monde sont encore loin d'avoir embrassé. Pour la plupart de ces institutions, l'Accord de Paris ne s'est pas traduit – pour le moment – par une réorientation profonde de leur portefeuille d'activités. En faisant ce choix radical, l'AFD joue un rôle pionnier et peut plaider, par l'exemple, pour une action climatique à la hauteur des enjeux.

Ce choix implique de revisiter l'ensemble de nos politiques sectorielles et de notre portefeuille d'actions. C'est un grand défi que l'AFD doit relever aux côtés de tous ses partenaires, privés, publics, locaux et internationaux : une vision à 360 degrés de l'action collective, avec la protection du climat comme impératif catégorique. ♦



“ Réorienter tous les flux financiers vers l'économie verte. ”

« Une AFD plus solide »

Rémy Rioux, directeur général

Agir et construire : c'est ce que nous avons accompli au cours de ces derniers mois, une période qui a permis de bâtir une AFD plus solide, plus active et plus efficace. Conformément à la volonté gouvernementale de renforcer l'aide au développement de la France et d'en accroître l'influence, nous avons élaboré un nouveau Plan d'orientation stratégique ambitieux. Nous avons également franchi une nouvelle étape décisive dans notre croissance : avec 10,4 milliards d'euros d'engagements en 2017, l'AFD a augmenté son activité d'un milliard d'euros sur cette période, comme l'année précédente.

Au-delà des chiffres, plusieurs succès remarquables doivent être soulignés. Notre activité non souveraine et nos engagements sur le continent africain – dans le cadre de notre stratégie « Tout Afrique » – ont connu une croissance exceptionnelle. Notre intervention en subventions a elle aussi progressé, tout comme notre récente activité dans le domaine de la gouvernance. En parallèle, nous travaillons à renforcer la transparence dans toutes nos actions.

En prenant la présidence d'IDFC, nous nous sommes par ailleurs engagés à faire monter en puissance ce club de 23 grandes banques de développement nationales à la capacité d'action unique, notamment sur la thématique du climat.



“**La plateforme bilatérale de la politique française de développement.**”

Avec Proparco, notre filiale dédiée au secteur privé elle aussi en pleine croissance, et bientôt avec Expertise France, nous affirmons enfin notre ambition de devenir la plateforme bilatérale de la politique française de développement. Au service d'hommes et de femmes comme Jai Singh, Hadidja Saidi, Kan Nang, Abou Ouattara et d'autres dont vous retrouverez les portraits au fil des pages de ce *Panorama 2018*. ♦

Une plateforme

au service



du développement

STRATÉGIE

L'AFD a atteint un niveau d'engagement record en 2017. Une étape décisive dans son histoire. Doté d'un ambitieux Plan d'orientation stratégique pour 2018-2022, notre groupe intensifie son action en faveur du développement.

Accès à l'énergie, éducation, protection de l'environnement, sécurité alimentaire, égalité femmes-hommes... Les Objectifs de développement durable, poursuivis par l'AFD et la communauté internationale et réaffirmés à Paris à l'occasion du One Planet Summit, sont ambitieux. Interdépendants, ils nous imposent d'agir de manière transversale. C'est ce que nous faisons dans les pays en développement, les pays émergents et les Outre-mer avec le soutien des Français : 70 % d'entre eux sont favorables à notre action (AFD-IPSOS, 2017).

Après 77 ans d'engagement sur tous les continents, l'ambition du groupe AFD est aujourd'hui

de devenir, à la demande du Gouvernement, la plateforme bilatérale de la politique française de développement. Une plateforme de financement, mais aussi de partenariat, d'expertise, d'innovation, pour répondre avec toujours plus d'efficacité aux besoins de nos partenaires. Une plateforme qui respecte la singularité de chaque pays, accélère l'action collective et soutient toutes les solutions qui contribuent à construire un monde en commun.

Un niveau d'activité record **8**

Au plus près des besoins **12**

Des domaines d'action élargis **16**

Un niveau d'activité record

En 2017, l'activité de l'AFD a atteint 10,4 milliards d'euros d'engagements : un record. Porté par un soutien politique fort, notre groupe met résolument en œuvre la politique française de développement.

L'AFD poursuit sa croissance. En 2017, notre activité a dépassé pour la première fois la barre symbolique des 10 milliards d'euros pour accompagner plus de 750 nouveaux projets. Cette progression, régulière depuis plusieurs années, est rendue possible par le contexte national et international, et par la cohérence de nos engagements.

À la hauteur des ambitions françaises

L'objectif de la France est de consacrer 0,55 % du revenu national brut à l'aide au développement d'ici 2022. Une ambition affirmée par le président de la République depuis son élection et confirmée

par le dernier Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (CICID). Cela se traduit par une hausse concrète des moyens alloués par l'État à l'AFD, lesquels vont continuer à croître : 1 milliard d'euros de crédits supplémentaires en dons nous seront confiés en 2019.

Les priorités affichées par l'exécutif français guident le Plan d'orientation stratégique 2018-2022 de l'AFD : renforcement de l'éducation, promotion de l'égalité des genres, lutte contre le changement climatique ou encore soutien au secteur privé. Le Gouvernement confirme ainsi le rôle de l'AFD, celui de plateforme bilatérale de la politique française de développement. ▲



10,4 Mds€

**Volume d'engagement
du groupe AFD en 2017**

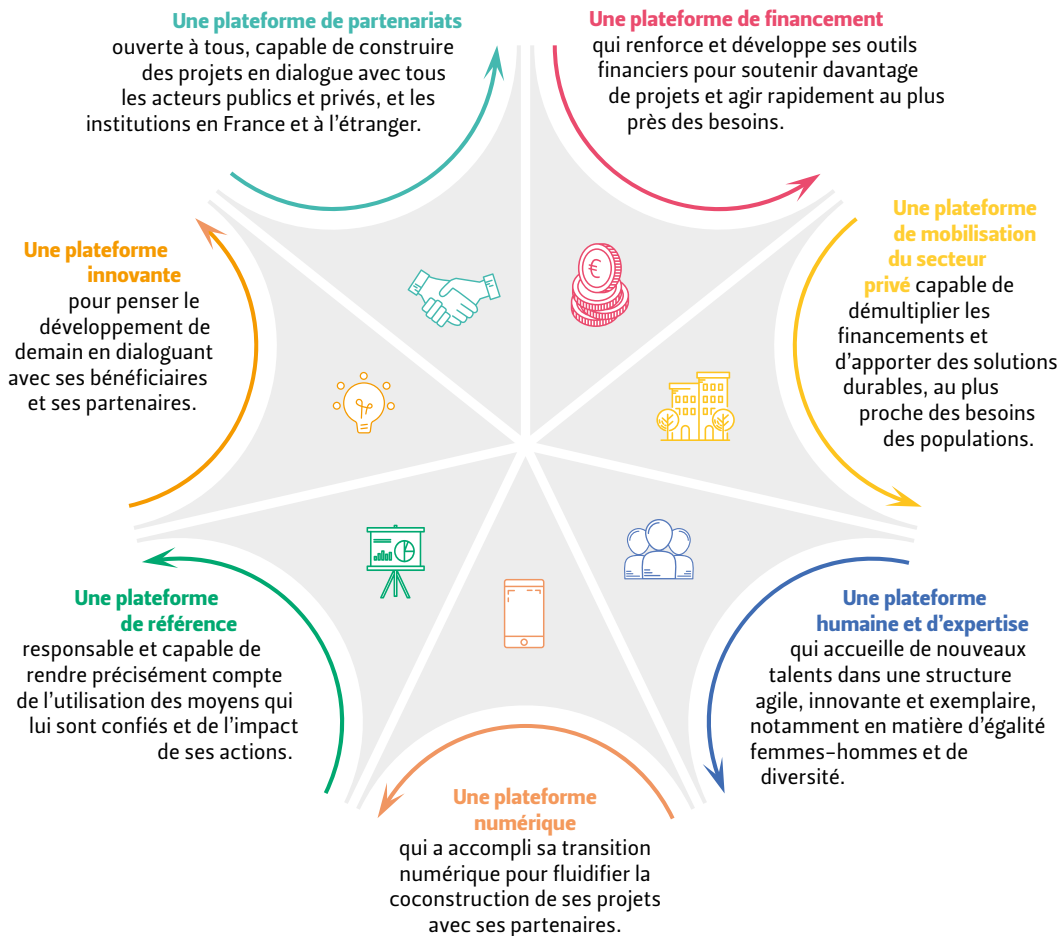


La plateforme AFD



Notre Plan d'orientation stratégique 2018-2022 fixe des objectifs ambitieux. Pour répondre aux nouveaux enjeux et construire de nouvelles solutions, le groupe AFD devient la plateforme bilatérale, inclusive et ouverte, de la politique française de développement.

Maurice. Grâce au programme de finance verte SUNREF de l'AFD, la sucrerie Medine a réduit de 14 000 tonnes ses émissions annuelles de CO₂.



Un acteur clé pour un monde en commun

Au lendemain du retrait américain de l'Accord de Paris, la mobilisation internationale en faveur du climat a été relancée lors du One Planet Summit organisé à Paris. La France confirme sa position de leader dans la lutte contre le changement climatique. Ses engagements impliquent une forte contribution de notre groupe. En parallèle, le système européen de développement se recompose et se renforce à la suite des incertitudes engendrées par le Brexit. Le groupe AFD contribue aux réflexions en cours pour permettre à la France de jouer un rôle central dans cette évolution.

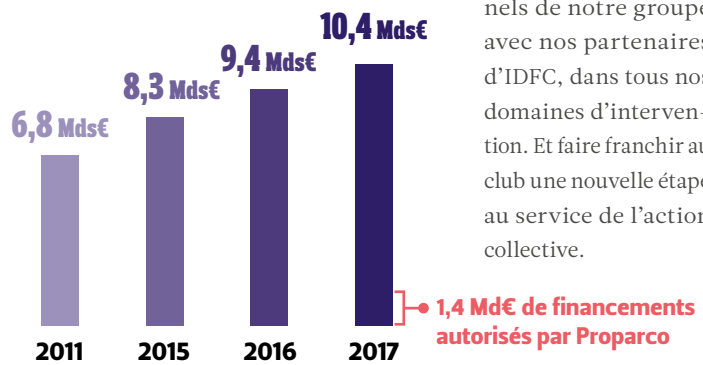
La place de l'AFD sur la scène internationale est

également renforcée par sa présidence, depuis octobre 2017, de l'International Development Finance Club (IDFC). Premier financeur mondial du développement, ce club des plus grandes banques de développement nationales et régionales a engagé en 2017 plus de 800 milliards de dollars dans des projets de développement. En décembre 2017, sous l'impulsion de Rémy Rioux, les 23 membres d'IDFC se sont engagés à aligner

leurs financements sur l'Accord de Paris : une première. Aujourd'hui, nous souhaitons renforcer les liens opérationnels de notre groupe avec nos partenaires d'IDFC, dans tous nos domaines d'intervention. Et faire franchir au club une nouvelle étape au service de l'action collective.

Une progression constante

Total des engagements du groupe AFD



De nouveaux pays et domaines d'action

Le mandat des Balkans annoncé en juillet 2018 par le ministre des Affaires étrangères autorise l'AFD à intervenir dans un nouveau pays, l'Albanie. Sur le front du changement climatique, la zone Pacifique bénéficie d'une initiative inédite : « Adaptation-biodiversité pour le Pacifique ». La Gambie et le Liberia rejoignent les 17 pays déjà prioritaires pour l'aide au développement française et feront prochainement l'objet de projets portés par notre groupe.

Une offre de financement des industries culturelles et créatives va également être développée ; nous mettrons par ailleurs en œuvre l'Initiative « Sport et Développement ». Enfin, l'AFD est désormais en charge du suivi du Plan d'action interministériel sur les migrations internationales. Un plan destiné à travailler sur les causes profondes des migrations irrégulières, à accompagner les migrations régulières et à venir en appui aux réfugiés et aux déplacés internes.

L'AFD s'engage



100 % Accord de Paris

L'AFD devient la première agence de développement à inscrire l'intégralité de ses financements dans des trajectoires de développement sobres en carbone et résilientes, au sens de l'Accord de Paris.



100 % Lien social

Nous luttons contre les inégalités et faisons de la préservation du lien social une condition de notre action.



Développement en 3D

Nous travaillons avec les acteurs de la diplomatie, de la défense et du développement car il ne peut y avoir de développement durable sans paix et sécurité.



Priorité au non-souverain

Nous encourageons tous les acteurs de la société à investir dans l'avenir pour une prospérité durable et partagée.



Réflexe partenarial

Nous ouvrons chacun de nos projets à des partenaires de tous horizons et favorisons le partage de compétences et d'expérience.

| Une offre complète de solutions

L'AFD est un groupe qui offre désormais à ses partenaires une palette complète de solutions. Le dialogue institutionnel et le soutien des politiques publiques que nous menons s'articulent avec notre volonté de répondre aux besoins de financement et d'accompagnement des acteurs privés. Des ambitions qui réaffirment l'importance de notre filiale Proparco, porte d'entrée de nos clients du secteur privé dans nos pays partenaires.

L'intégration d'Expertise France dans le groupe

AFD répond à cette même logique de renforcement et d'élargissement des solutions que nous offrons à nos partenaires des pays en développement. Expertise France est un acteur clé en matière d'assistance technique et de renforcement de capacités. Son intégration permettra au groupe de proposer une gamme complète de solutions financières et de prestations d'expertise.

“
C'est un chemin enthousiasmant qui est tracé pour notre action collective.

Rémy Rioux, directeur général, groupe AFD

À l'horizon 2019, nous formerons, avec Expertise France et Proparco, un groupe fort et partenarial, sans équivalent dans le monde de la coopération internationale et de l'aide au développement. ◆

Au plus près

des besoins

Chaque territoire connaît des besoins spécifiques. Pour y répondre au mieux, nous proposons des solutions différenciées à nos partenaires.

Forts de notre réseau de 85 agences, nous intervenons dans 110 pays sur tous les continents, ainsi que dans les Outre-mer français. Avec une méthode fondée sur l'écoute, la coconstruction, le dialogue et le renforcement des compétences.

Appréhender l'Afrique comme un tout

L'AFD est la première institution de développement non africaine à considérer l'Afrique comme un tout, en s'attachant à comprendre finement les logiques de développement et d'intégration de chacune de ses sous-régions. Notre stratégie reconnaît pleinement l'émergence du continent qui, par sa richesse et sa population, rivalise déjà avec l'Inde. Nous accordons une attention particulière à la zone sahélienne et à la région méditerranéenne.

Dialoguer avec les pays émergents

C'est dans la réciprocité du partage de modèles et d'expériences que nous nous engageons auprès des pays émergents. De l'Amérique latine à l'Asie en passant par les Caraïbes et le Moyen-Orient, le groupe AFD accompagne la demande d'amélioration de la qualité de vie. Il encourage également

les innovations locales qui participent à faire émerger des modèles de développement bas carbone.

Amérique latine
et Caraïbes

13%

Les Outre-mer, ponts entre la France et le monde

Présents dans trois océans – l'océan Atlantique, l'océan Pacifique et l'océan Indien –, les Outre-mer offrent à la France le deuxième domaine maritime du monde. Ils lui confèrent une responsabilité essentielle dans la préservation des écosystèmes et dans le développement des territoires insulaires et maritimes. Notre stratégie : accompagner chaque territoire ultramarin dans son projet de développement durable et développer des approches régionales avec son voisinage.



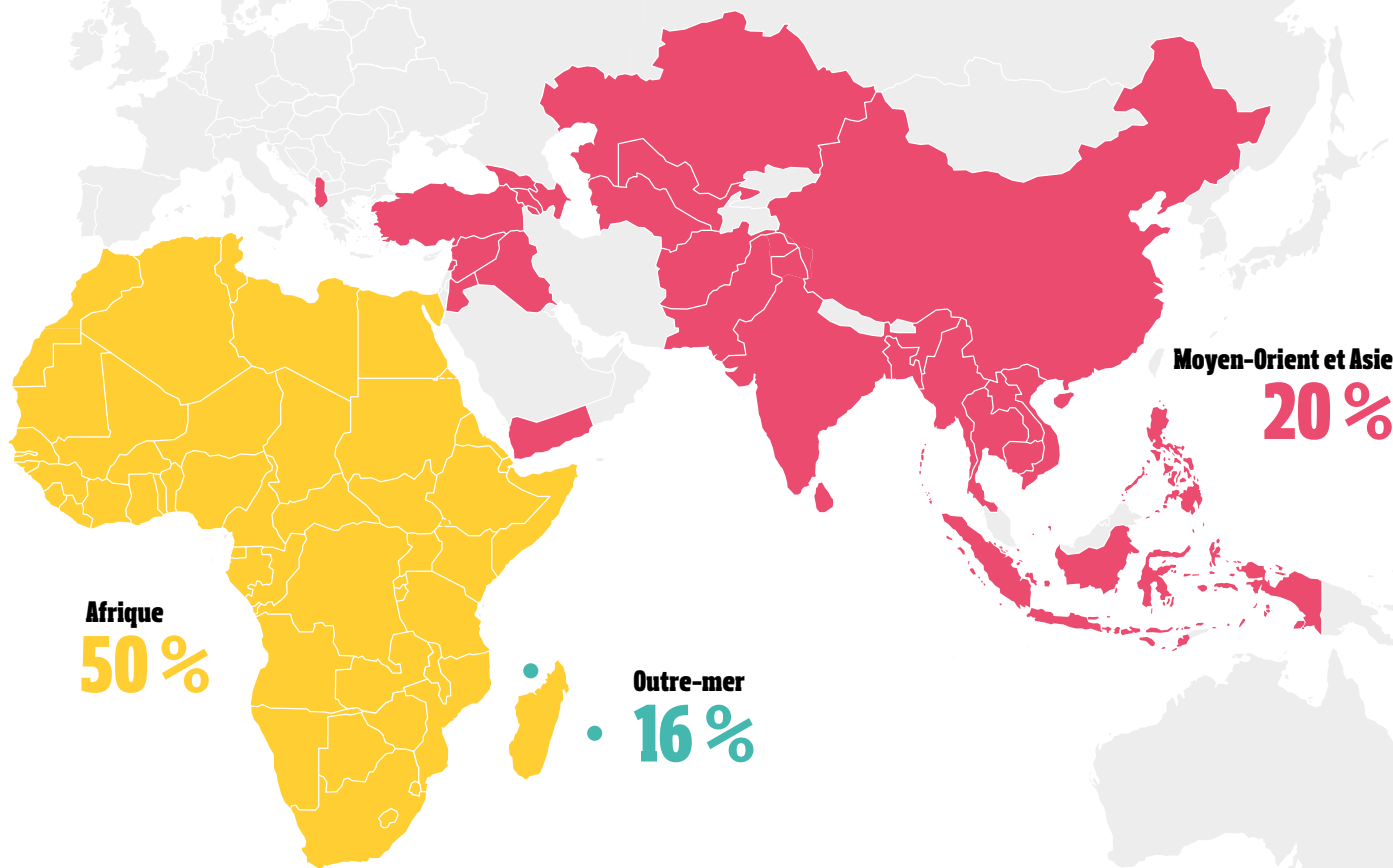
110

pays
d'intervention

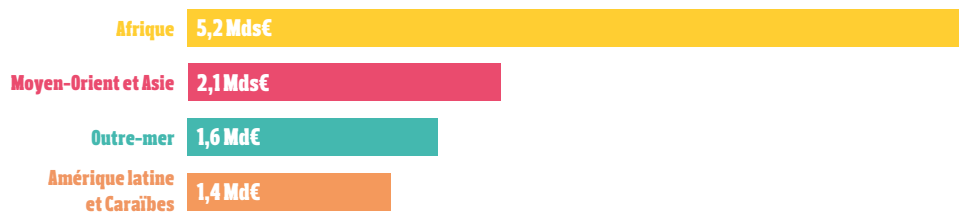


3 600

projets
accompagnés



Nos engagements en 2017



+ 1,3 Md€ en Afrique

L'Afrique est la priorité du groupe AFD. Elle représente la moitié de notre volume d'activité et 80 % de notre effort financier global. En 2017, nos engagements dans le continent ont crû de 15 % pour dépasser les 5 milliards d'euros. Une progression exceptionnelle dans un contexte macroéconomique difficile où nombre de pays africains sont affectés par le choc des matières premières.



Brésil. Visite du chantier de la station d'assainissement de Santa Catarina, construite avec le soutien de l'AFD.

Des financements adaptés

Les outils financiers que nous mobilisons varient selon les spécificités et le niveau de développement de chaque zone. Dans les pays les moins avancés, nous intervenons surtout à travers des subventions et des prêts à taux très bas. Dans les pays à revenus intermédiaires, nous prêtons à des conditions favorables et accentuons la coopération sur des enjeux communs. Dans les pays émergents, nous accordons des prêts à conditions de marché pour lutter contre le changement climatique et promouvoir une croissance respectueuse des hommes et de l'environnement. Enfin, dans les Outre-mer, nous accompagnons la définition de nouveaux modèles économiques en finançant les investissements des collectivités locales et en soutenant la croissance et la compétitivité du secteur privé.

Un appui pour tous les acteurs

Nos financements sont portés par un large éventail d'acteurs : États, collectivités locales, entreprises

publiques et privées, banques et institutions de microfinance, fonds d'investissement, organisations régionales, universités, ONG, associations ou encore fondations.

Chaque projet est sélectionné pour sa viabilité et son adéquation avec la stratégie de développement du pays bénéficiaire. Nous sommes à l'écoute des responsables et des maîtres d'ouvrage tout au long du cycle du projet pour mettre en œuvre des moyens et des instruments financiers appropriés.

Une logique partenariale

L'AFD multiplie ses partenariats avec les autres institutions financières internationales, régionales et nationales. Cette approche partenariale est essentielle à l'efficacité de notre action. Elle nous permet d'orienter vers les pays prioritaires tous ceux qui peuvent apporter des ressources, de l'expertise, ainsi que des capacités d'action et de financement de projets à fort impact. ◆

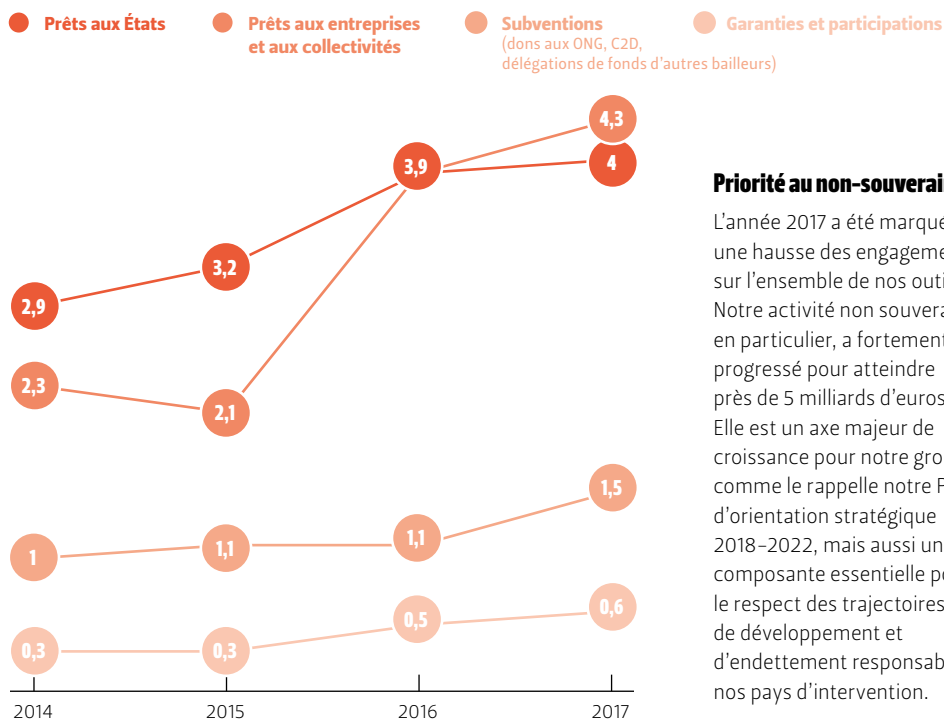


750

nouveaux projets
de développement tous
secteurs confondus en 2017

Nos engagements par outil financier

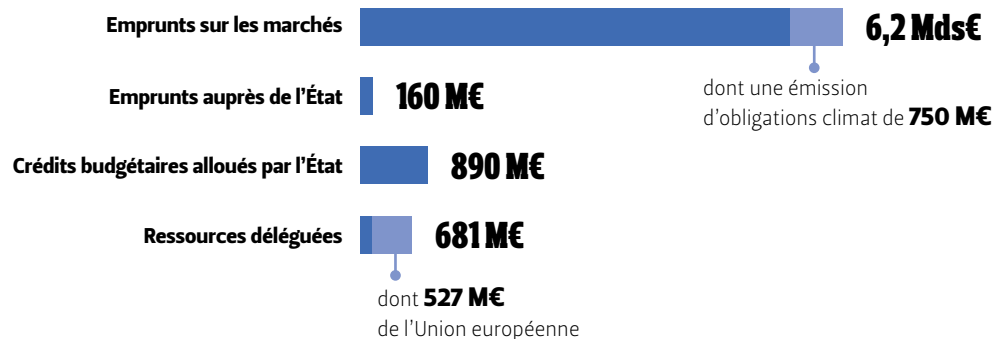
En milliards d'euros



Priorité au non-souverain

L'année 2017 a été marquée par une hausse des engagements sur l'ensemble de nos outils. Notre activité non souveraine, en particulier, a fortement progressé pour atteindre près de 5 milliards d'euros. Elle est un axe majeur de croissance pour notre groupe, comme le rappelle notre Plan d'orientation stratégique 2018-2022, mais aussi une composante essentielle pour le respect des trajectoires de développement et d'endettement responsable de nos pays d'intervention.

D'où viennent nos ressources en 2017 ?



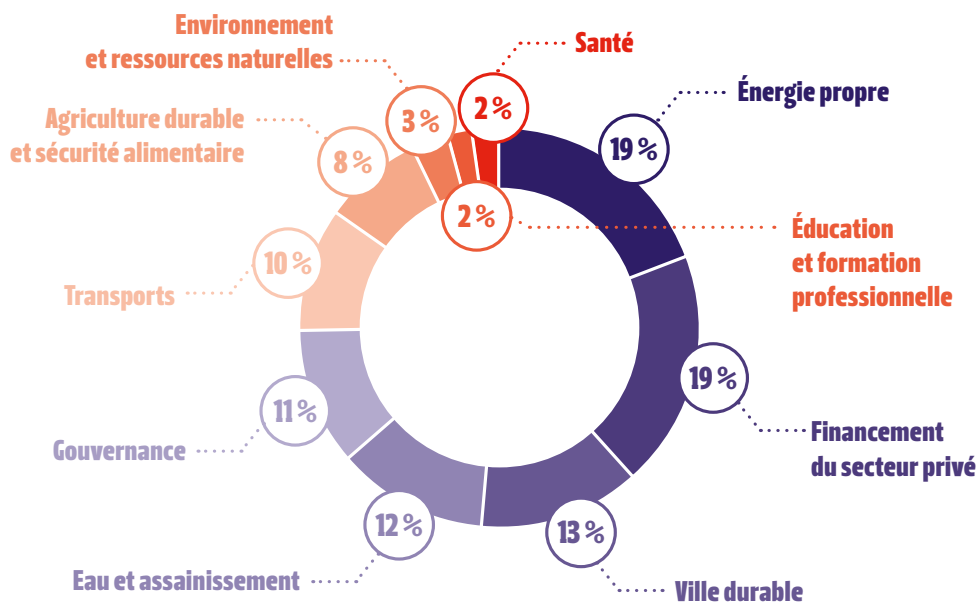
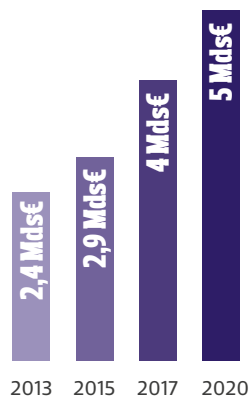
Des domaines

d'action élargis

Énergie, transports, agriculture, santé, formation...
 3 600 projets sont aujourd'hui financés et accompagnés par l'AFD. Leur point commun : contribuer concrètement à un développement plus juste et plus durable.

Nos interventions par secteur en 2017

Toujours plus pour le climat



L'AFD finance et accompagne des projets de développement dans tous les secteurs : pour favoriser une croissance durable et partagée, pour améliorer concrètement le quotidien des populations, pour contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable et pour limiter le réchauffement global à deux degrés.

| Le climat comme fil directeur

La lutte contre le changement climatique est indissociable de la réduction de la pauvreté : les effets du changement climatique sont d'autant plus violents que les populations sont vulnérables. L'AFD est l'un des principaux bailleurs internationaux travaillant sur ce sujet et la première agence de développement à se définir comme « 100 % Accord de Paris ». En 2016, nous nous sommes engagés à ce que 50 % des projets que nous finançons aient un impact direct positif pour le climat. Nous allons plus loin aujourd'hui en nous assurant que chacun des projets que nous soutenons s'inscrit dans la trajectoire bas carbone du pays concerné.

| La gouvernance, enjeu central du développement

Compétence transférée à l'AFD par le ministère des Affaires étrangères en 2016, la gouvernance est un pilier du développement : seules des institutions efficaces, transparentes et inclusives peuvent construire des politiques publiques performantes et offrir des services de base de qualité. En deux ans, nous avons prouvé que l'AFD pouvait se saisir de cette nouvelle mission : les engagements dans le domaine sont de plus de 900 millions d'euros en 2017. ◆

Nos impacts sur le terrain en 2017

Résultats des projets accompagnés par l'AFD

396 000
filles vont à l'école



822 000

personnes bénéficient d'un accès pérenne à l'eau potable



365 000
personnes ont accès à l'électricité



16 M

d'hectares d'espaces naturels protégés ou restaurés



+ de 1 Md€
investis par les PME/TPE dans la croissance durable



Sur le terrain

REPORTAGES

Le groupe AFD accompagne aujourd'hui 3 600 projets de développement. Ces initiatives, mises en œuvre dans 110 pays et dans les Outre-mer français, contribuent à bâtir un monde plus sûr et durable, un monde qui ne laisse personne de côté.

MEXIQUE

56



Les planteurs pionniers du Mexique

GUYANE

38



Enfin de l'eau potable au robinet

88



● Ailleurs dans le monde

COLOMBIE

62



Condamnés à une seconde chance

LIBAN

42



Apprendre un métier...
et à vivre ensemble

TUNISIE

48



Les visages de la médina

GABON

66



Le long du Transgabonais

MAYOTTE

32



Nouveaux horizons
pour les pêcheurs

CAMBODGE

76



L'irrigation au secours
des agriculteurs

CÔTE D'IVOIRE

28



Quand les filles prennent
le chemin de l'école

CÔTE D'IVOIRE

84



Le numérique défie
la déforestation

INDE

20



Les nuits plus vertes
de Jodhpur

ÉNERGIE

Les nuits



plus vertes

En plein développement, la ville de Jodhpur a entièrement revu son système d'éclairage urbain pour en réduire l'empreinte énergétique. Une politique ambitieuse qui transforme également le quotidien des habitants.

Une ampoule peut tout changer. Lorsqu'une ville se développe, ses besoins énergétiques croissent avec elle, notamment pour étendre le réseau d'éclairage urbain. Conséquence : une pression de plus en plus forte sur l'environnement, les finances publiques et les revenus des ménages.

Dans l'État du Rajasthan, au nord-ouest de l'Inde, la municipalité de Jodhpur a choisi d'optimiser son éclairage public. Aujourd'hui, les technologies comme les lampes à diodes électroluminescentes (LED en anglais) sont l'un des moyens les plus efficaces

et les plus abordables pour remplir cet objectif. Jodhpur utilise désormais ces lampes basse consommation, plus lumineuses et moins gourmandes en énergie.

La municipalité a ainsi réduit de moitié sa facture énergétique liée à l'éclairage. Et les conditions de vie des habitants se sont

sensiblement améliorées : les femmes se sentent plus en sécurité dans l'espace public, les routes sont plus sûres, les vendeurs de rue ont de nouvelles opportunités commerciales... Désormais, tous les habitants peuvent aussi profiter de la ville la nuit. ▲



59 000

**ampoules basse consommation
installées à Jodhpur depuis 2015**



REPÈRES

1,14 M
d'habitants

à Jodhpur, la deuxième ville
de l'État du Rajasthan

45 %

Part du charbon
dans le mix énergétique
de l'Inde

de Jodhpur



“
**À Jodhpur,
 la lutte contre
 le changement
 climatique améliore
 concrètement
 le quotidien
 des habitants.**

Kedar Sawant, chargé de mission
 à l'agence AFD d'Inde (New Delhi)

■ **Un modèle économique innovant**

En Inde, malgré un énorme potentiel d'économie d'énergie, la plupart des industries, des entreprises et des villes peinent à mettre en œuvre des projets d'efficacité énergétique à grande échelle. En cause : des capacités techniques insuffisantes et de trop rares sources de financement.

À Jodhpur, la transition vers les ampoules basse consommation a été rendue possible grâce au soutien apporté par l'AFD à Energy Efficiency Services Limited. Cette entreprise publique est une société de services énergétiques (ESCO en anglais). Elle prend en charge les coûts d'investissement, gère la maintenance des nouveaux systèmes à basse consommation et se rembourse sur les économies d'énergie réalisées.

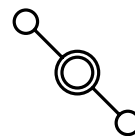
Ce système de financement des projets d'efficacité énergétique, dit « modèle ESCO », écarte les risques financiers et technologiques pour les villes. Cela facilite, pour elles, la décision de passer à des systèmes plus sobres en énergie.



■ **Des économies d'énergie
 pour l'ensemble du pays**

En soutenant Energy Efficiency Services Limited, l'AFD entend démontrer la pertinence économique du modèle ESCO et favoriser son développement en Inde. Le partage d'expertise et les échanges d'expériences sont également mis au cœur de ce partenariat (visite d'étude en France, rencontres entre experts des deux pays, etc.).

Repenser l'éclairage public au niveau national est devenu une nécessité car la consommation



20 000

**tonnes équivalent
CO₂ économisées
chaque année**



Grâce au système d'éclairage mis en place avec le soutien de l'AFD, les rues de Jodhpur sont mieux éclairées et tout le monde en profite.

d'énergie du pays a plus que doublé depuis 1990. L'Inde pointe désormais au troisième rang des plus gros consommateurs au monde, derrière la Chine et les États-Unis. Son mix énergétique fait encore largement appel au charbon.

En adoptant en 2010 une stratégie volontariste de réduction de la consommation d'énergie, le gouvernement indien a décidé d'agir pour limiter les coûts environnementaux et économiques du développement du pays. Une impulsion nationale qui ouvre la voie à de nombreuses transitions locales, comme celle de Jodhpur. ◆



50 M€

**prêtés par l'AFD
pour promouvoir
les économies d'énergie
dans les villes indiennes**

Sous la lumière, Basanti et ses enfants en sécurité

L'amélioration de l'éclairage permet aux femmes et aux enfants de se sentir plus en sécurité. Basanti, photographiée ici à la tombée de la nuit, vit depuis des années dans le quartier d'Adarsh Colony et trouve que la vie y est différente depuis que l'éclairage des rues a changé.

“

Maintenant nous pouvons nous asseoir à l'extérieur tous les soirs et y rester pour discuter et boire du thé. Les enfants adorent jouer dehors et nous pouvons désormais les laisser faire car nous savons qu'ils sont en sécurité. Avant, l'éclairage s'éteignait sans cesse. Maintenant, nous n'avons plus ce problème.





L'étal de Mohammed sort de l'ombre

Mohammed (à gauche, au premier plan) a noté une vraie amélioration pour son petit commerce dans le quartier de Kheme ka Kua.

“

Je suis devenu plus visible grâce au nouvel éclairage public. De jeunes enfants et des femmes viennent même le soir à mon étal, ce qui n'était pas le cas avant.



Tout bénéfice pour le commerce de Jai

Jai Singh (debout, en chemise à carreaux) est propriétaire d'un stand de thé sur Pal Road, une grande artère de Jodhpur.

“

Nous avons toujours été très populaires auprès des clients de ce quartier, mais l'installation des nouveaux lampadaires nous a permis de développer nos ventes.





L'équipe de maintenance sous les projecteurs

Kapil (premier en partant de la gauche) est ingénieur électricien et travaille pour Energy Efficiency Services Limited depuis deux ans. C'est son équipe de 20 personnes qui, jour et nuit, assure la maintenance des installations d'éclairage public.



La maintenance est primordiale pour que les gens ressentent les bénéfices immédiats du projet. Nous répondons rapidement aux demandes pour que les habitants de Jodhpur jouissent d'un meilleur éclairage en permanence.



ÉDUCATION DE BASE

QUAND LES FILLES prennent le chemin de l'école

Grâce aux écoles et aux collèges ouverts dans les campagnes ivoiriennes, de plus en plus d'enfants s'épargnent de longues heures de marche pour aller à l'école. Une proximité essentielle pour la scolarisation des enfants, surtout des filles.



REPÈRES

23 M
d'habitants
en Côte d'Ivoire

42 %
de la population
a moins de 15 ans

4 %
des filles
de familles rurales
pauvres arrivent
en fin de collège

Dans les zones rurales de Côte d'Ivoire, la quête du savoir commence souvent par un long chemin. Et cela n'a rien d'une image : dans la région de Korhogo, à l'extrême nord du pays, certains élèves parcourent jusqu'à 15 kilomètres à pied chaque matin pour se rendre à l'école. Mais depuis peu, de nouveaux établissements scolaires poussent dans la région. De quoi bouleverser le quotidien, notamment des filles, qui sont les premières à être déscolarisées en milieu rural.

La possibilité d'apprendre

« Plus tard, je veux devenir présidente de la République ! » Si Rachelle peut rêver de gouverner un jour la Côte d'Ivoire, c'est bien parce

qu'elle étudie désormais sans être épuisée : son école n'est plus à six kilomètres à pied de chez elle. Le collège de Lataha a ouvert ses portes en 2016. Avant, les élèves venus des villages alentour allaient, comme Rachelle, au collège de Korhogo. Et parcouraient plusieurs kilomètres à pied tous les matins. « Maintenant, je marche dix minutes et j'arrive à l'école en forme pour suivre les cours dans de bonnes conditions », conclut l'adolescente.

En plus de réduire les distances, le nouvel établissement rassure les parents. « Ils sont moins inquiets, surtout pour leurs filles. La ville a la réputation d'être dangereuse pour elles : les grossesses précoces, les mauvaises fréquentations, etc. », souligne Lathe Sobro, principal de l'établissement.



Il y a deux ans, il a recueilli Katchiéné, enceinte à 13 ans. Se rendre tous les jours au collège à Korhogo était impossible pour la jeune maman. L'ouverture du collège à Lataha lui a permis de ne pas abandonner les études. « *Aller à l'école va me garantir un travail et l'indépendance* », confie la jeune fille. Aujourd'hui huitième meilleure élève de sa classe de 43 enfants, Katchiéné est en 4^e et rêve de devenir professeure d'anglais.

■ Dès le plus jeune âge

Au sud de Korhogo, à Lofinekaha, c'est une école primaire qui a ouvert. Son directeur, Fatogama Ouattara, est ravi : 135 filles et 113 garçons sont inscrits. La preuve selon lui que les mentalités changent : « *Les parents ont accepté l'idée qu'une fille doit être à l'école et non à la maison ou donnée en mariage, comme ils pouvaient le penser par le passé.* »

Au collège de Lataha, Rachelle, Katchiéné et leurs camarades étudient dans de meilleures conditions, comme les 110 000 enfants scolarisés chaque année grâce aux projets pour l'éducation financés par le C2D (voir page 31).



100,3 M€

.....
**alloués par l'AFD à l'éducation
de base en Côte d'Ivoire**
.....



“ Les collèges et écoles en milieu rural sont une réponse efficace à la scolarisation insuffisante des filles. ”

Bruno Leclerc, directeur de l'agence AFD de Côte d'Ivoire (Abidjan)

Siriki Silué, père de deux filles, confirme cette impression : « *Nous sommes heureux d'avoir un endroit où nos enfants apprennent à lire et à écrire. C'est un plus dans leur éducation, surtout pour nos filles.* » Une des filles de Siriki est en maternelle où, « *sur un total de 20 élèves, il y a 12 filles* », explique fièrement ce papa. Qui espère voir ce ratio devenir la norme dans tout le pays.

■ L'éducation pour toutes et tous

En Côte d'Ivoire, peu d'inégalités sont aussi criantes que celles qui touchent l'éducation des filles. Seules 4 % des filles de familles rurales pauvres peuvent espérer arriver en 3^e contre 75 % des garçons urbains et aisés.

Pour garantir un avenir à toute la jeunesse du pays, le gouvernement ivoirien a fait de l'éducation pour toutes et tous une priorité, notamment en milieu rural : construction d'établissements, ouverture de classes, formation des personnels... Pour les jeunes filles et leurs camarades de classe, le chemin vers le savoir ne doit plus être qu'une métaphore. ◆



Les bénéfices de l'accès des filles au collège sont nombreux, notamment la baisse du nombre d'enfants par femme et le recul de la mortalité infantile.



Encourager la réforme

L'AFD met en œuvre le programme Défi-Jeunes depuis 2013 pour soutenir le plan pour l'éducation du gouvernement ivoirien. Elle finance la construction et l'équipement d'établissements scolaires, mais aussi la formation de personnels, dans le cadre d'un contrat de désendettement et de développement (C2D)*.

Le collège de Lataha et l'école de Lofinekaha ont été bâtis lors du premier projet pour l'éducation du C2D. Il a permis la construction de 116 écoles et de 40 collèges, ainsi que la formation de 10 000 enseignants et de 15 000 directeurs. Le second projet pour l'éducation du C2D est en cours ; 200 collèges verront le jour. À terme, 92 000 places en collège et 20 000 places en primaire auront été créées.

* Le C2D permet de convertir la dette d'un pays en aide : chaque échéance remboursée est reversée au pays par la France sous forme de don pour financer des programmes de développement.



MICROCRÉDIT

Nouveaux horizons

pour les pêcheurs

À Mayotte, région parmi les plus pauvres de l'Union européenne, les ressources marines sont une réelle opportunité pour les habitants. L'ADIE, une association de microcrédit, aide des pêcheurs à lancer leur activité.

REPÈRES

26 %
Taux
de chômage
à Mayotte

56 %
des créateurs
d'entreprise
sont des femmes

Devenir un professionnel de la mer ne s'improvise pas. Si les eaux du lagon mahorais sont poissonneuses, difficile d'en faire un métier pour les pêcheurs locaux, souvent sans ressources et peu au fait des réglementations françaises et européennes. Grâce au soutien de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE), ils sont nombreux à avoir pu monter leur entreprise, acquérir des bateaux et les équiper, voire créer des emplois dans leur village. Une planche de salut pour ces femmes et ces hommes de la côte ouest de l'île qui peuvent offrir une vie meilleure à leur famille.

Des microcrédits pour se remettre à flot

Le taux de chômage atteint des niveaux records à Mayotte, de l'ordre de 26 % ; c'est presque le triple du taux de la France métropolitaine. Quant au tissu économique local, il fait la part belle aux activités informelles à faible valeur ajoutée. Un contexte économique peu favorable pour tous ceux qui entrent sur le marché du travail ; les femmes et les jeunes étant les plus pénalisés. Les Mahorais sont nombreux à voir dans l'entrepreneuriat une solution pour s'en sortir, mais ils ont peu accès aux services bancaires. Les caisses



“ Avec l’ADIE, l’AFD a trouvé le partenaire idéal pour avancer vers un avenir plus vert et plus solidaire. ”

Yves Rajat, directeur de l’agence AFD à Mayotte (Mamoudzou)

de microcrédit leur offrent une alternative pour financer leur activité.

L’ADIE est l’un de ces organismes. L’association permet aux allocataires des minima sociaux, aux chômeurs et à tous ceux qui n’ont pas accès au système bancaire traditionnel de créer leur propre emploi grâce au microcrédit accompagné. À Mayotte, l’activité de l’ADIE prend tout son sens : un quart des Mahorais appuyés par l’association étaient bénéficiaires de minima sociaux au moment de la création de leur entreprise, deux tiers n’étaient pas diplômés et 90 % vivaient sous

Les pêcheurs mahorais sont de plus en plus nombreux à délaisser les pirogues à balancier traditionnelles pour des embarcations plus modernes.

le seuil de pauvreté. Deux ans après leur lancement, 80 % des entreprises accompagnées sont pérennes, un taux exceptionnel. Cette dynamique économique enclenche un cercle vertueux : en moyenne, 1,25 emploi est créé par entreprise financée. Le revenu moyen des foyers des entrepreneurs a aussi considérablement augmenté pour avoisiner les 1 660 euros.

Une pêche plus respectueuse de l'environnement

Le lagon mahorais est un paradis de biodiversité. Mayotte bénéficie ainsi d'aides de l'État et de l'Union européenne pour valoriser et



45 M€

injectés par l'ADIE dans l'économie locale en 20 ans

encourager les bonnes pratiques environnementales. Les pêcheurs qui souhaitent équiper leurs embarcations de moteurs plus récents, moins polluants et moins gourmands en carburant peuvent demander un financement. Les nouveaux moteurs sont alors financés à hauteur de 30 % par des aides publiques auxquelles le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) contribue pour moitié. Neuf pêcheurs ont bénéficié de cette

subvention en 2017 et une dizaine de dossiers sont à l'étude en 2018. Une aide qui a du sens, en particulier pour les jeunes qui reprennent l'activité familiale traditionnelle et veulent moderniser les pratiques de pêche. Pour eux, la mer et l'ADIE ouvrent des horizons nouveaux. ♦

Accompagner les entrepreneurs mahorais de A à Z

L'AFD est le premier partenaire de l'antenne mahoraise de l'ADIE. En 2017, elle lui a accordé un financement pluriannuel de 3 millions d'euros pour soutenir l'entrepreneuriat. Mais la coopération ne s'arrête pas là : l'AFD cofinance l'ADIE MicroBusiness, un centre de formation dédié à la professionnalisation des micro-entrepreneurs.

L'AFD s'engage aussi directement auprès des petits entrepreneurs. Elle leur facilite l'accès au crédit bancaire en garantissant leurs prêts grâce au fonds de garantie agriculture-pêche. En 2018, elle soutient également l'aménagement de points de vente pour les produits de la mer en préfinançant une subvention de l'État à destination de la communauté de communes de Petite-Terre.

RENCONTRE

Colo, des difficultés aux solutions

« Pêcher me donne deux possibilités : vendre les poissons, mais aussi nourrir ma famille. »

Sans emploi, Colo Brahime s'est tourné vers la mer pour reprendre espoir. Ce père de famille qui approche la soixantaine a emprunté 10 000 euros à l'ADIE pour acheter un bateau et démarrer son activité. Accompagné par l'association, il a mis son dossier en conformité pour travailler dans les règles.

Quelques mois plus tard, victime du vol de son moteur et de dégradations de son bateau, il doit à nouveau solliciter l'organisme de microcrédit. Il espère remplacer le moteur volé et acheter une remorque pour mettre son bateau à l'abri, et même acquérir un autre bateau.

En attendant, Colo pêche sur des embarcations prêtées par des amis, en vertu de l'entraide entre pêcheurs mahorais. Sa femme peut ainsi continuer à vendre les poissons qu'il pêche dans sa petite échoppe. Poissons qu'elle conserve d'ailleurs dans un réfrigérateur lui aussi financé par l'ADIE. « Aujourd'hui, j'ai confiance en l'avenir », sourit le pêcheur en regardant la mer.



60

**pêcheurs accompagnés
à Mayotte en 2017**



**RENCONTRE**

Issoufi, pêcheur nouvelle génération

« D'ici 2021, tout cela va disparaître. » Titulaire d'un BEP pêche obtenu en métropole, Issoufi Bali-Ousseni balaie d'un geste les traditionnelles pirogues à balancier en bois posées sur la plage de Sada. Le trentenaire a bien conscience des changements à l'œuvre sur son île natale, qu'il compte bien contribuer à développer. Un solide dossier en poche, il s'est tourné vers l'ADIE et a emprunté 6 000 des 15 000 euros nécessaires à l'achat d'un bateau. Il l'équipera d'ailleurs d'un toit « pour se mettre à l'ombre » précise-t-il, lui qui ne compte pas cuire au soleil toute la journée comme son père et son oncle l'ont fait pendant des années.

Les outils à disposition des entrepreneurs se multiplient sur l'île pour qui maîtrise les démarches administratives : « En plus de l'ADIE, j'ai demandé des aides à la Boutique de gestion, au Cabinet mahorais de conseil et au conseil départemental », explique le pêcheur. Et il recherche d'autres financements pour accroître son activité et ouvrir une poissonnerie dans le village de Chiconi. Car Issoufi voit loin : « Je ne vais pas me contenter de cette petite barque. »

RENCONTRE

Hadidja, une femme parmi les hommes

« Difficile d'être une femme dans ce milieu », reconnaît Hadidja Saidi, gérante d'une entreprise de pêche de plusieurs salariés. « Mes salariés me manquent parfois de respect et ne suivent pas mes conseils car je suis une femme », ajoute-t-elle. Traditionnellement à Mayotte, les femmes pêchent mais ne dirigent pas des entreprises.

Grâce à l'ADIE de Chiconi, Hadidja a rapidement développé son activité. Elle a emprunté près de 10 000 euros pour financer l'acquisition de moteurs et la sécurisation des embarcations. Après presque 30 ans d'activité, Hadidja emploie aujourd'hui six salariés et dispose de deux bateaux qui pêchent entre 50 et 100 kilos de poisson selon les jours et les saisons. Pour ne pas épuiser les ressources dont ils vivent, Hadidja et ses employés pratiquent une pêche vertueuse et prennent garde à ne pas prélever les poissons sur les zones de corail.

L'un des enfants de l'entrepreneure est diplômé de l'école d'apprentissage maritime de l'île. Elle espère qu'il pourra prétendre à d'autres aides financières pour développer l'entreprise qui a sorti sa famille de la misère. Pour l'heure, Hadidja consacre l'essentiel de ses bénéfices au financement des études de ses quatre autres enfants, en France métropolitaine.





Enfin

EAU ET ASSAINISSEMENT

de l'eau potable

au robinet

Dans le village de Favard, en Guyane, une unité de traitement fournit désormais toute l'année de l'eau potable aux habitants. De quoi assurer hygiène et confort à plus de 30 familles et développer une offre d'écotourisme qui bénéficie à tous.

Favard, à 30 kilomètres au sud de Cayenne. Ce village amérindien bordé par le fleuve Oyack vit au rythme des pirogues. Une source située à moins de deux kilomètres a longtemps approvisionné les habitants en eau. Mais celle-ci, non traitée, posait régulièrement des problèmes sanitaires.

Un projet vital

C'est le décès d'un nouveau-né en 2002 qui pousse les responsables du village à réclamer l'eau potable à la communauté d'agglomération

du Centre littoral. Celle-ci décide alors de financer la sécurisation et la mise aux normes de la production d'eau à Favard. C'est aujourd'hui chose faite : une petite unité de traitement est entrée en fonction en septembre 2016 pour purifier l'eau de la source. Elle peut traiter jusqu'à 1 000 litres d'eau par heure. D'une capacité de six mètres cubes, son réservoir de stockage est relié aux 690 mètres de canalisations qui alimentent les habitations.

Toute la machinerie tient dans un conteneur. À l'intérieur, on retrouve exactement le même système que dans une unité de traitement classique.



15 %
de la population
n'a pas accès à l'eau
potable en Guyane

165
personnes
habitent le village
de Favard

45 minutes
de route
séparent Favard
de la ville la plus proche



*Je suis là tous les jours, prêt à
intervenir s'il y a un souci ou
un élément à remplacer.*



Francky Joan, 27 ans,
gère la station de
traitement de Favard.



CUBU 204765
22G1

MAX. GROSS 10.480 MGS
67.200 LBS

TARE 2.030 MGS
4.480 LBS

NET 28.450 MGS
62.720 LBS

CUZAP 112 T/M

CUZAP 112 T/M



La station est équipée d'un réservoir de 6 mètres cubes (en gris à droite). L'installation d'un réservoir supplémentaire de 15 mètres cubes est à l'étude pour approvisionner la population en eau potable pendant 48 heures en cas de panne de la station.

D'autres projets dans les tuyaux

Pour Favard, les projets ne s'arrêtent pas là. Après l'eau potable, le village prévoit de s'attaquer aux problèmes d'évacuation des eaux usées et de collecte des déchets. Il planche également sur le raccordement des habitations au réseau d'électricité. À l'heure actuelle, seuls quelques foyers disposent de panneaux photovoltaïques ou d'un générateur pour alimenter leurs réfrigérateurs et s'éclairer.

Une installation unique en Guyane, mise en place grâce à un prêt bonifié de 200 000 euros alloué par l'AFD à la communauté d'agglomération. À terme, le dispositif pourrait être dupliqué dans d'autres villages guyanais.

La vie quotidienne transformée

Plus besoin de filtrer l'eau pendant la saison des pluies, d'aller jusqu'au fleuve pour faire la vaisselle ou se doucher, d'acheter des litres d'eau minérale pour boire ou cuisiner. « *C'est un progrès immense pour la communauté et la vie dans le village* », résume Jean Lucas, président de l'association Walyku qui regroupe l'ensemble des habitants.



200 000 €

prêtés par l'AFD pour
la production d'eau potable
dans le village

Pour Patricia Rosemon, 20 ans et mère de deux enfants, la vie a changé : « *C'est important d'avoir de l'eau potable pour mes enfants, surtout pour leur santé.* » La jeune femme a maintenant accès à l'eau courante, mais elle fait attention : « *Il faut désormais payer l'eau que nous utilisons. Ça nous a rendus économes.* »

Francky Joan, 27 ans, est le petit-fils du chef coutumier du village. C'est lui qui gère la station. « *C'est une petite installation, mais elle est*

formidable !, s'enthousiasme-t-il. C'est un vrai changement de vie pour tous les gens du village. L'AFD et la communauté d'agglomération ont tout pris en charge et le prix de l'eau au mètre cube est le même que partout ailleurs dans le département. » Autre avantage du projet : comme l'eau est facturée aux habitants, ils disposent de justificatifs de domicile. « *C'était un gros problème dans le village, notamment pour pouvoir obtenir un abonnement téléphonique ou percevoir les aides sociales.* »

“
Le projet garantit au village amérindien de Favard l'accès à une eau potable de qualité.

Faustine Faure, volontaire de service civique à l'agence AFD de Guyane (Cayenne)

Une opportunité pour le tourisme

Depuis bientôt quatre ans, la communauté de Favard s'est lancée dans un projet d'écotourisme destiné à faire découvrir la culture, les traditions et les savoir-faire amérindiens. Là encore, l'installation de l'unité de traitement est une bonne nouvelle, comme l'assure Jean Lucas : « *Nous pouvons accueillir les gens et leur proposer de l'eau potable, cela facilite vraiment le développement de notre activité !* » ♦



1 000 litres

d'eau traités par heure



FORMATION PROFESSIONNELLE

APPRENDRE

un métier... et à vivre ensemble

Tous les soirs, dans une école technique de la banlieue de Beyrouth, des formations professionnelles sont dispensées à des Libanais et à des réfugiés syriens. Un moyen de s'initier à une profession, mais aussi de s'ouvrir à l'autre.

Attentifs et studieux, ils ressemblent à des étudiants ordinaires. Mais dans ce centre de Dekouané, près de Beyrouth, où l'on dispense des formations professionnelles à de jeunes adultes en situation de vulnérabilité, les classes ne sont pas comme les autres : elles comptent autant de jeunes libanais que de réfugiés syriens.

Une urgence économique et sociale

Électricité, plomberie, peinture... Depuis son ouverture en 2017, le centre de Dekouané propose des formations courtes et diplômantes grâce auxquelles les jeunes peuvent acquérir des compétences recherchées par les entreprises

et trouver plus facilement un emploi. Ces programmes ont été développés avec le soutien financier de l'AFD par l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), une ONG française, et son partenaire libanais Semeurs d'avenir.

L'objectif est bien sûr économique, mais aussi social et politique. Le Liban et ses six millions d'habitants accueillent aujourd'hui environ un million de réfugiés syriens. Ces derniers habitent pour la plupart les régions les plus pauvres du pays. S'ils ont été reçus à bras ouverts au début du conflit syrien en 2011, leur présence pèse désormais sur les communautés d'accueil qui s'inquiètent de leur propre accès à l'emploi et aux services de base.



REPÈRES

1M

de Syriens

sont actuellement
réfugiés au Liban

58%

d'entre eux

vivent avec moins
de 2,87 dollars par jour



Favoriser le dialogue entre Libanais et Syriens

Au centre de Dekouané, les formateurs ne sont pas seulement des passeurs de savoir-faire. Ils sont aussi un vecteur de dialogue entre communautés libanaise et syrienne.

Jihad el-Khatib, 36 ans, enseigne la maintenance technique d'unités de climatisation. Il intervient au centre depuis sa création. Pour beaucoup, c'est à la fois un grand frère et un ami. Il prête une oreille attentive à ses étudiants, les soutient



70

**enseignants formés
pour préparer
les jeunes à des
métiers porteurs**

en cas de difficulté... et les encourage à se comprendre les uns les autres. « *Souvent, en classe, des élèves libanais se plaignent des réfugiés syriens embauchés au noir au Liban*, explique-t-il. *Je leur réponds : "Vous aussi, si vous étiez obligés de quitter votre pays, vous seriez prêts à faire n'importe quel métier à n'importe quel prix."* Je leur dis aussi que les réfugiés

rentreront inévitablement un jour dans leur pays. Et que nous, Libanais, irons travailler chez eux pour reconstruire la Syrie, car il faudra une importante main-d'œuvre. » ♦

Certains sont libanais, d'autres syriens. Tous les jours au centre de formation de Dekouané, à l'est de Beyrouth, des jeunes en situation de vulnérabilité se retrouvent pour construire leur avenir.

RENCONTRE

« Nous sommes avant tout des êtres humains »

Ammar el-Jassem, 23 ans

Ammar est syrien. Il est arrivé au Liban il y a quatre ans ; il avait 19 ans. Aujourd'hui, il est concierge à Antoura, dans la banlieue nord de

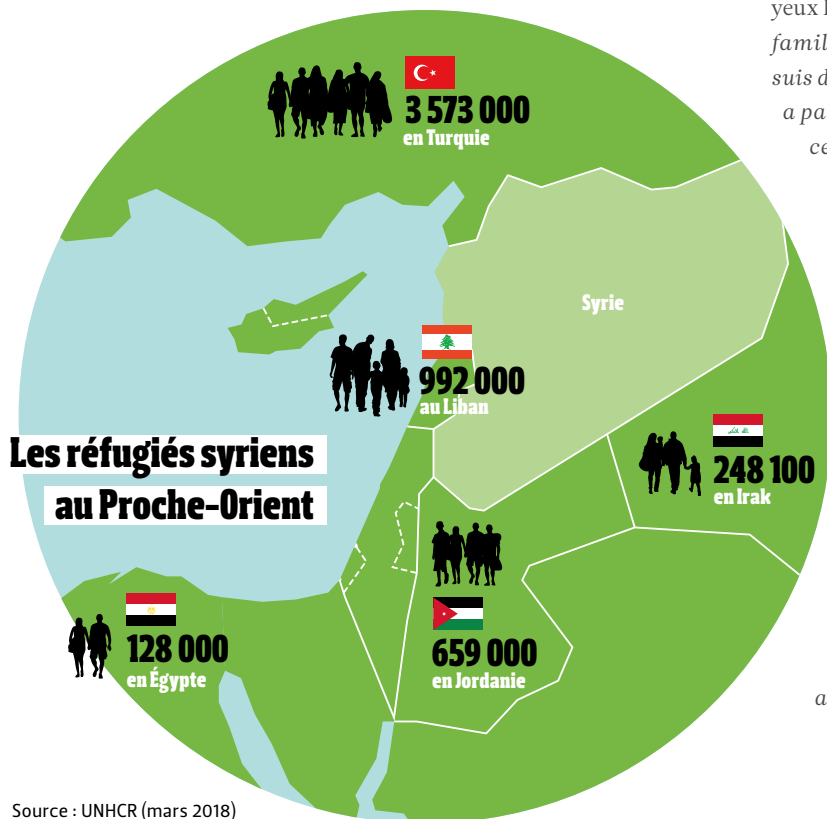
Beyrouth. Pour mieux gagner sa vie, il suit une formation technique en électricité dispensée par l'IECD. Un cursus dont il avait entendu parler via le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Une autre vie au Liban

Enfant, Ammar rêvait de devenir géographe. Mais en 2014, sa vie a basculé. « *C'était en juin* », se souvient-il. Adnaniyé, le village où il a grandi avec ses 12 frères et sœurs, près de Raqqa, tombe aux mains du groupe État islamique. Ammar est contraint de fuir vers le Liban. À son arrivée, il décide de suivre des études de géographie à l'université. Mais il doit rapidement abandonner car il ne peut pas continuer à payer ses frais de scolarité. Les larmes lui montent aux yeux lorsqu'il parle de son métier actuel : « *Ma famille possède de nombreux terrains et je suis devenu concierge*, déplore-t-il. *Mais il n'y a pas de sot métier et j'ai besoin de chaque centime pour survivre.* »

Devenir un jour géographe

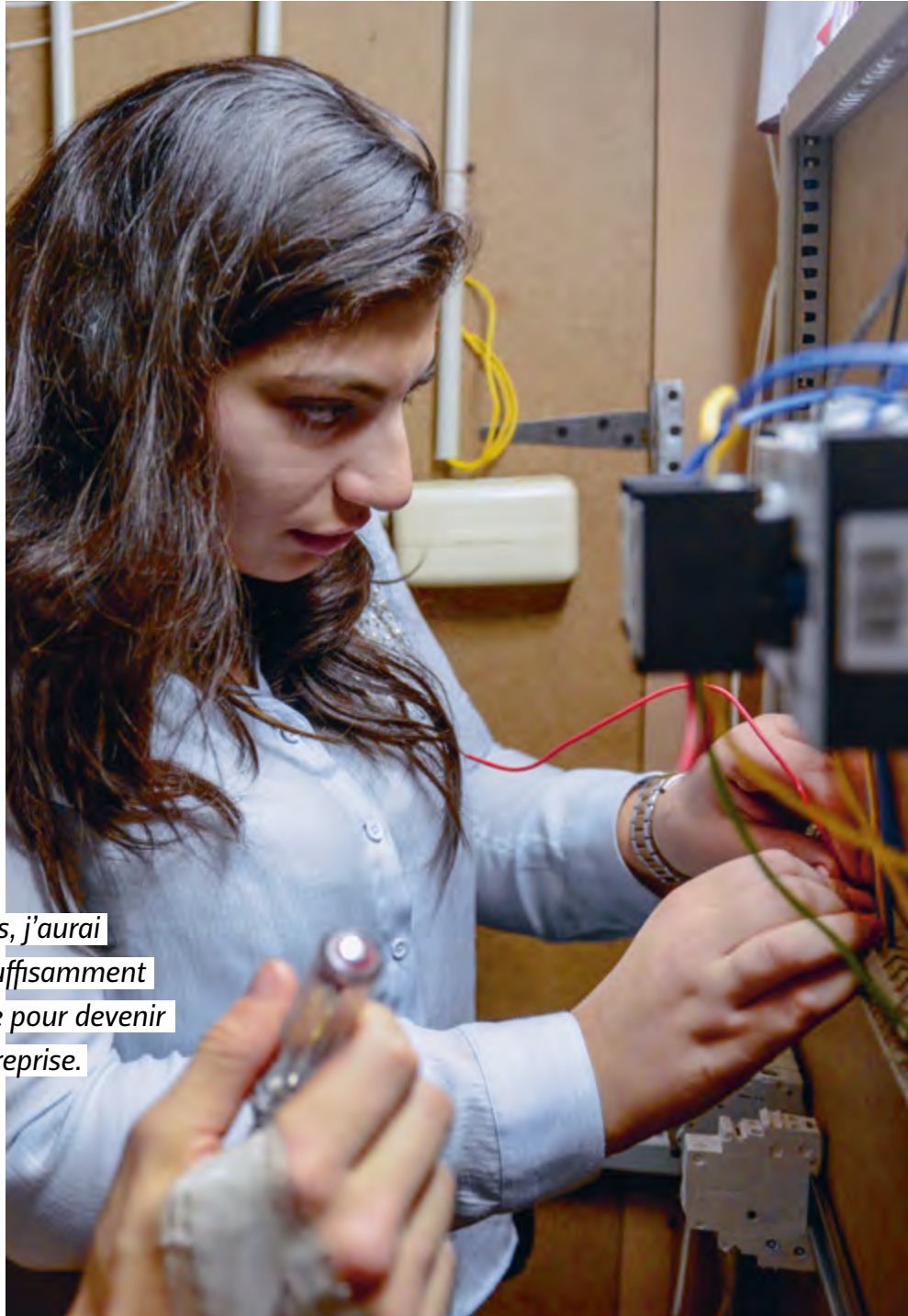
Le rêve d'Ammar ? Rentrer en Syrie pour revoir sa famille, retourner sur les bancs de l'université et devenir enfin géographe. En attendant, le jeune homme trouve peu à peu sa place dans la société libanaise. Évoquant l'intégration des Syriens au Liban, il se tourne vers Rana, sa camarade de classe : « *J'entends souvent que les Libanais et les réfugiés ne peuvent pas cohabiter. Regardez-nous, nous sommes des amis. Nous sommes avant tout des êtres humains.* »



Source : UNHCR (mars 2018)



*Nous nous entraïdons
en classe, nous discutons
ensemble. Il n'y a aucune
différence entre nous.*



“

D'ici cinq ans, j'aurai accumulé suffisamment d'expérience pour devenir cheffe d'entreprise.

RENCONTRE

« Je lutterai pour préserver cette amitié »

Rana Elias, 22 ans

Rana est libanaise. Elle est comptable, mais rêve de monter un jour son propre commerce dans le domaine de la décoration ou de l'électricité. Pour concrétiser son projet, elle suit comme son ami syrien Ammar une formation technique en électricité. Elle est la seule femme à suivre ce cursus.



500

étudiants libanais
et syriens formés
chaque année

Entrepreneure en herbe

À l'instar de nombreux Libanais qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, Rana a enchaîné les formations. « À la base, j'ai un diplôme technique en décoration. Je détiens également un diplôme technique en comptabilité », explique-t-elle. Pour évoluer professionnellement, la

jeune femme envisage un temps de se former à l'architecture d'intérieur à l'université. Mais elle doit rapidement renoncer à son projet, faute de moyens : « Je suis entrée dans ce centre pour voir ce qui était proposé. Comme je travaille dans un magasin qui vend des luminaires et des articles électriques, j'ai opté pour ce cursus. Depuis, je sens que j'ai pris de l'importance dans l'entreprise. »



5 M€

investis par l'AFD pour
soutenir la formation
des jeunes adultes
au Liban

Une jeune femme engagée

Comme Ammar, Rana vit dans la banlieue nord de Beyrouth. Évoquant la perception libanaise des Syriens, elle déplore l'attitude de nombre de ses compatriotes qui accusent les réfugiés de tous les maux. « Dans notre centre de formation, nous sommes protégés, les amitiés entre Syriens et Libanais sont acceptées, remarque la future cheffe d'entreprise. Ce n'est malheureusement pas le cas quand nous sortons d'ici, mais je lutterai pour préserver l'amitié que je partage avec Ammar. »



PATRIMOINE

Les visages

de la médina

Fraîchement réhabilitées, les médinas de Tunis, Kairouan, Sousse et Sfax offrent désormais de meilleures conditions de vie aux habitants et un attrait touristique renouvelé. Des bénéfiques immortalisés par le photographe tunisien Wassim Ghozlani.



REPÈRES

14 %

des emplois

sont liés au tourisme
en Tunisie

170 000

personnes

habitent les médinas de
Tunis, de Kairouan, de
Sousse et de Sfax

Elles ont retrouvé leur lustre d'antan. De 2014 à 2016, les médinas de Tunis, de Kairouan, de Sousse et de Sfax ont été partiellement réhabilitées avec le soutien de l'AFD et de l'Union européenne.

Adieu câbles électriques apparents et dangereux, façades effritées et eaux stagnantes après les fortes pluies. Grâce aux travaux de rénovation, ces hauts lieux de l'histoire tunisienne vivent aujourd'hui une nouvelle jeunesse. À la clé, une meilleure qualité de vie pour les résidents mais aussi de nouvelles opportunités économiques et touristiques pour ces médinas dont trois

(Tunis, Kairouan et Sousse) sont déjà inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Immortaliser la fierté des habitants

Pour faire connaître cette réussite, l'AFD a imaginé un projet photographique autour des quatre médinas. C'est le photographe Wassim Ghozlani, fondateur de la Maison de l'image, qui a réalisé le reportage en allant à la rencontre des riverains et en recueillant leurs témoignages. Diffusés dans les médinas concernées, ses clichés ont également fait l'objet d'une exposition à l'Institut français de Tunisie. Comme un miroir des sourires captés dans les ruelles rénovées. ♦



*Personne ne peut nier les changements apportés
par ce projet et les problèmes qu'il a résolus.
J'espère qu'il s'étendra aux autres quartiers.*

Brahim Dakhlaoui, médina de Tunis



“

Je suis né dans la médina. J'espère du fond de mon cœur que ce projet encouragera les jeunes à revenir y vivre.

Hédi Khlif, médina de Sfax

*Je suis contente de ne plus voir les câbles qui
ont causé beaucoup d'accidents par le passé.
Notre quartier est devenu très beau.*

Rachida Rzem, médina de Sousse



4

**médinas tunisiennes
réhabilitées à Tunis,
Kairouan, Sousse
et Sfax**

“

Le projet a donné un nouveau visage à la médina. Il a permis de réparer et de mettre en valeur les façades des habitations.

Olfa Ben Ghanem, médina de Kairouan



5,50 M€

accordés par l'AFD
pour soutenir
la réhabilitation
des médinas





»
*Pour moi, c'est l'un des meilleurs projets réalisés
dans la médina. Nous sommes tous d'accord pour dire
qu'il a donné un nouveau visage à notre quartier.*

Ali « El Najjar », médina de Tunis

Une impulsion pour l'ensemble du pays

La réhabilitation pilote des médinas de Tunis, de Kairouan, de Sousse et de Sfax s'est achevée fin 2016. Une évaluation a permis d'analyser les impacts d'interventions ciblées sur les infrastructures au cœur de zones urbaines à fort enjeu patrimonial, social, économique et touristique.

■ Une réussite collective

Première conclusion : les travaux ont amélioré la qualité de l'espace public (voirie, façades), mais aussi la perception qu'ont les usagers de leur quartier.

Le projet a également fédéré une grande diversité d'acteurs aux intérêts parfois divergents : les municipalités, l'Agence de rénovation et de réhabilitation urbaine (ARRU) en tant que maître d'ouvrage délégué, les associations de sauvegarde de la médina et la société civile. Une approche concertée avec les habitants a été déployée.

■ Des savoir-faire renforcés

Mis en œuvre avec pragmatisme, le projet a développé les savoir-faire des parties prenantes dans ces zones patrimoniales. Il a permis à l'ARRU d'adapter ses outils d'intervention et de capitaliser sur l'expérience acquise.

Le gouvernement tunisien a décidé de poursuivre la réhabilitation des médinas du pays à travers un programme national. Comme pour les quatre médinas pionnières, les travaux auront pour ambition d'améliorer durablement la qualité de vie des populations. Et de renforcer l'attractivité touristique de ces lieux magiques.

“
Ce projet a remis en valeur le potentiel exceptionnel des médinas tunisiennes.

Jérémy Daussin-Charpantier, directeur adjoint de l'agence AFD de Tunisie (Tunis)

»»
*Au début, nous étions contre les travaux.
 Nous sommes reconnaissants aux responsables qui
 ont su nous convaincre. Ce projet a donné
 un nouvel éclat à notre rue et à notre maison.*

Choubeila Ben Othmane, médina de Sousse



 **À LIRE, À VOIR**

The Tunisians, série photographique de Wassim Ghozlani à retrouver sur la page Facebook dédiée

Visages de la médina, webdocumentaire de l'AFD, accessible sur visagesdelamedina.com



EMPLOI

LES PLANTEURS

pionniers du Mexique

Dans le Sud-Est mexicain, la crise pétrolière a entraîné toute une région dans une crise sociale sans précédent. Aujourd'hui, les arbres, au cœur d'une stratégie à la fois profitable et durable, pourraient bien devenir l'or vert de l'État de Tabasco.

La silhouette massive d'un arbre centenaire signale l'entrée de ce sanctuaire vert. C'est un kapokier, l'arbre sacré des Mayas. Il s'épanouit sur les terres du Tabasco, comme une infinité d'autres espèces végétales.

C'est ici, à 700 kilomètres de Mexico, que Proteak, leader de l'industrie agroforestière au Mexique, a établi sa pépinière : des milliers de pousses d'eucalyptus, entretenues avec soin par une cinquantaine de personnes, des femmes pour la plupart. « *Ce travail demande beaucoup de délicatesse* », sourit timidement

Ana Lorenza. Âgée de 27 ans, elle est née et a grandi dans la région. « *J'habite dans un village tout proche, où beaucoup d'entre nous ont trouvé un emploi grâce à la pépinière* ».



28 M\$

.....
**mobilisés par Proparco,
 la filiale de l'AFD
 dédiée au secteur privé,
 pour soutenir Proteak**

Ana Lorenza a une lourde responsabilité : accompagner à maturité les pousses qui feront les forêts de demain. Il s'agit de retirer les mauvaises herbes, de repiquer, d'humidifier les plantes. Un travail intéressant pour la jeune femme qui attend son premier enfant. Un travail qui lui permet surtout de voir l'avenir avec sérénité et de subvenir aux besoins de sa future famille. ▽


REPÈRES
- 68 %
Chute des revenus

 liés aux exportations
de pétrole du Mexique
depuis 2011

800
emplois directs

 ont été créés
par Proteak
depuis son ouverture
en 2001


Dans l'État de Tabasco, l'emploi était autrefois indissociable de l'exploitation pétrolière. Aujourd'hui, cette jeune pousse d'eucalyptus représente l'avenir de la région.



10 000 ha

**d'eucalyptus
et de teck plantés dans
les dix prochaines années**

Une nouvelle ère pour la région

Pendant des décennies, le Tabasco était entièrement tourné vers l'exploitation pétrolière. On le surnommait alors le « Texas mexicain ». L'industrie pétrolière offrait des emplois à tout-va et faisait de cet État du Sud-Est mexicain l'un des plus prospères du pays. Mais cet âge d'or n'a pas duré. Le Tabasco a été dévasté par la crise pétrolière des années 2010, générant une crise sociale sans précédent. Des centaines de milliers de familles se sont retrouvées du jour au lendemain sans ressources.

Tous les soirs, lorsque Ana Lorenza rentre dans son village en bus, une usine abandonnée lui rappelle le glorieux passé pétrolier de la région. La jeune femme voit surtout défiler des milliers d'arbres. Des forêts fraîchement plantées par Proteak, qui laissent entrevoir un avenir plus radieux aux habitants du Tabasco.

Des pépinières aux milliers d'hectares de plantations de teck et d'eucalyptus, en passant par l'usine de traitement et de transformation du bois, l'implantation de Proteak dans le

Tabasco a permis la création de près de 800 emplois stables. Un pari risqué au vu de la situation économique de la région.

Jeune pousse deviendra grande

« Au début, beaucoup d'hommes politiques et de banquiers nous ont pris pour des fous », s'amuse Gastón Mauvezin, directeur général de Proteak. « Les premiers investisseurs à nous avoir suivis étaient des amis, des connaissances. Ils le faisaient surtout par égard pour l'environnement et pour les populations locales qui bénéficiaient de ce travail. Pas dans une optique de profit. Ils se disaient juste : sans doute que, plus tard, mes enfants ou mes petits-enfants seront fiers de moi », poursuit-il.

Rapidement pourtant, grâce au talent de ces jeunes entrepreneurs, les plantations deviennent rentables et des investisseurs plus importants veulent faire partie de l'aventure. La société grandit et se structure avec toujours les mêmes valeurs : entreprendre de manière responsable et durable. « Un concept nouveau au Mexique », souligne Gastón Mauvezin. ▲

“

**Nous sommes
des pionniers.
Nous éduquons
les générations
qui feront le futur
du Mexique.**

Omar Nacif, responsable
de l'activité industrielle chez Proteak

Qu'est-ce que le crédit carbone ?

Le crédit carbone a vu le jour en 1997 avec la signature du protocole de Kyoto. C'est un outil financier qui mesure les émissions de gaz à effet de serre. Un crédit carbone correspond à une tonne de CO₂ non émise. Dans le cas de Proteak, les millions d'arbres plantés ces dernières décennies ont généré 250 000 crédits carbone. Ce sont donc 250 000 tonnes de CO₂ qui ont été absorbées par les forêts du Tabasco. Ces crédits carbone pourront être commercialisés par Proteak auprès des entreprises émettant une forte quantité de gaz à effet de serre.



En une vingtaine
d'années, Proteak a
planté 20 000 hectares
de teck et d'eucalyptus
dans l'État de Tabasco.
4 000 sont destinés
à la conservation de
l'environnement et ne
font l'objet d'aucune
exploitation.

Une vision de long terme

La démarche de Proteak va au-delà de la création d'emplois. Il s'agit ici de penser un modèle économique en accord avec les enjeux environnementaux auxquels la planète est confrontée... et le Mexique en particulier. Le Tabasco a souffert d'une déforestation massive durant la deuxième partie du xx^e siècle. Le défrichage des forêts, véritable politique d'État, était alors perçu comme un progrès. Depuis le début des années 2000, Proteak a réimplanté environ 20 000 hectares de forêts, générant ainsi 250 000 crédits carbone. Une première au Mexique.



10

écoles sont partenaires de Proteak dans l'État de Tabasco

« Chaque fois que l'on plante un arbre, c'est par définition une vision à long terme. C'est un investissement qui va au-delà des conjonctures actuelles. Nous sommes l'exact opposé de ce qu'a représenté l'industrie pétrolière ici. En fait, nous investissons dans des fondamentaux, des valeurs qui ne sont pas près de changer, et qui peuvent traverser les crises politiques et économiques », s'enorgueillit Gastón Mauvezin.

Grâce à leur vision novatrice, les équipes de Proteak ont redynamisé la région. Et ont su rebondir sur les ruines d'un modèle économique dépendant du pétrole pour ressemer l'espoir au Tabasco. ♦





Il est très important pour nous d'entretenir de bonnes relations avec les communautés locales.



Kristina Diaz, salariée de Proteak, distribue des goûters dans une école primaire du Tabasco. L'école est un lieu stratégique pour sensibiliser les nouvelles générations à la protection de l'environnement.



ÉDUCATION

CONDAMNÉS

à une seconde chance

En Colombie, les mineurs condamnés par la justice peuvent espérer un avenir meilleur grâce à un cursus scolaire adapté et un accompagnement au quotidien. Une alternative à la prison rendue possible par l'engagement des associations.

« **A**vant, je pensais qu'on était seul dans la vie. Maintenant, je sais que mes professeurs sont là pour m'aider. » Brayan Felipe Campos Alvarado a été exclu de l'école à l'âge de 8 ans ; il a grandi parmi les gangs d'enfants des rues de Bogotá. Mais aujourd'hui, il prépare son baccalauréat.

Comme d'autres mineurs condamnés par la justice colombienne, Brayan a eu la possibilité de retourner à l'école plutôt que d'écoper d'une peine d'emprisonnement ferme. Chaque semaine, il se rend au Club Amigó Soacha pour

préparer ses examens. Située dans un quartier défavorisé de la périphérie de Bogotá, cette association accueille une centaine d'adolescents aux parcours de vie difficiles.

■ Pour une enfance sans barreaux

« *Au début, ils arrivent avec la rage, raconte une psychologue de l'association. Mais quand ils comprennent qu'ici, on va les aider à progresser, tout devient possible.* » Grâce à un programme intensif spécialement conçu pour eux, les jeunes rattrapent peu à peu leur retard scolaire. Les meilleurs d'entre eux pourront par



↔ REPÈRES

14 ans

Âge de la responsabilité pénale en Colombie

173 000 adolescents

sont passés par la justice pénale colombienne en 2014



Les formations dispensées au Club Amigó Soacha accordent une place essentielle aux travaux manuels. Menuiserie, joaillerie... Ces activités aident les jeunes à prendre confiance en eux et à trouver leur voie.

“ Ces adolescents devaient être emprisonnés, ils sont aujourd’hui diplômés !

Lionel Goujon, directeur adjoint
de l’agence AFD de Colombie (Bogotá)

la suite s’inscrire à Uniminuto, une université partenaire de l’association, ou suivre un cursus dispensé par l’Agence nationale de formation professionnelle colombienne.

En attendant, chacun bénéficie d’un suivi personnalisé pour gagner en confiance et trouver sa voie. « *Ces adolescents doivent à nouveau se sentir importants*, explique une enseignante. *Il n’y a que comme ça qu’ils décideront de changer leur vie.* » Spécialement formés pour ce type de situation, les professeurs développent des cours adaptés au niveau de chaque étudiant et les motivent au quotidien.



100 000 €

.....
**mobilisés par l’AFD pour scolariser
des mineurs condamnés par
la justice en Colombie**
.....



Renforcer les moyens humains

Les cursus proposés au Club Amigó sont conçus par le Centre de formation et de promotion de la jeunesse (CENFOR), spécialisé dans les programmes scolaires adaptés et reconnu par le ministère de l’Éducation nationale colombien. Ses enseignants interviennent auprès de l’association grâce au soutien du Bureau international catholique de l’enfance (BICE). Soutenue par l’AFD, cette ONG milite pour que les mineurs ne soient pas systématiquement incarcérés en cas de délit ou de crime.



Ils ont été condamnés pour port d'arme, trafic de drogue ou encore prostitution par la justice colombienne. Aujourd'hui, grâce au Club Amigó Soacha, ces adolescents et adolescentes reprennent leur vie en main.

Ce soutien permet d'enregistrer chaque année des succès concrets. « Sans mes cours, je serais encore en train de zoner dans mon quartier et d'y faire de grosses bêtises », reconnaît Brayan. Mais tous les élèves du Club Amigó ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs. En 2017, seuls sept d'entre eux ont décroché leur baccalauréat. Pour Mileidy Parraga, il faudrait plus de professeurs. Un effort indispensable selon cette pédagogue, pour qui « une personne bien éduquée, c'est une génération de sauvée ». ♦



2 000

jeunes potentiellement
bénéficiaires de
l'appui de l'AFD



LE LONG

du Transgabonais

648 kilomètres de rails traversent le Gabon d'ouest en est, de Libreville à Franceville. Emprunter le Transgabonais, c'est plonger au cœur de ce pays émergent que l'AFD accompagne depuis 70 ans. Le photographe gabonais Sonier Issembé rapporte de ce voyage un reportage exceptionnel.



REPÈRES

1,8 M
d'habitants
au Gabon

320 000
voyageurs
empruntent
le Transgabonais
chaque année



Près de 1 100 personnes sont
directement employées par
la société de chemin de fer.



800 M€

**engagés par l'AFD au Gabon
entre 2010 et 2017**

Immenses ressources forestières, climat favorable à l'agriculture, biodiversité exceptionnelle... Le Gabon dispose d'atouts majeurs qui sont autant d'opportunités pour son développement. Économiquement avancé, le pays doit toutefois relever le défi des inégalités sociales et territoriales ; l'AFD l'accompagne sur cette voie depuis 70 ans.

À l'occasion de cet anniversaire, le photographe Sonier Issembé a emprunté le Transgabonais, seule ligne de chemin de fer du pays. De Libreville, posée sur l'estuaire du fleuve Ogooué, à Franceville, perchée sur les plateaux Batéké, il est allé à la rencontre des bénéficiaires des

projets de développement financés par l'AFD sur l'ensemble du territoire. Tout au long du trajet ferroviaire, l'ancien douanier a saisi des images qui révèlent la diversité de son pays. Un voyage photographique qui illustre le solide partenariat entre la France et le Gabon, jusque dans ces villages isolés que seul le Transgabonais – ou presque – relie au monde. ◆



INFRASTRUCTURES

Une traversée

facilitée

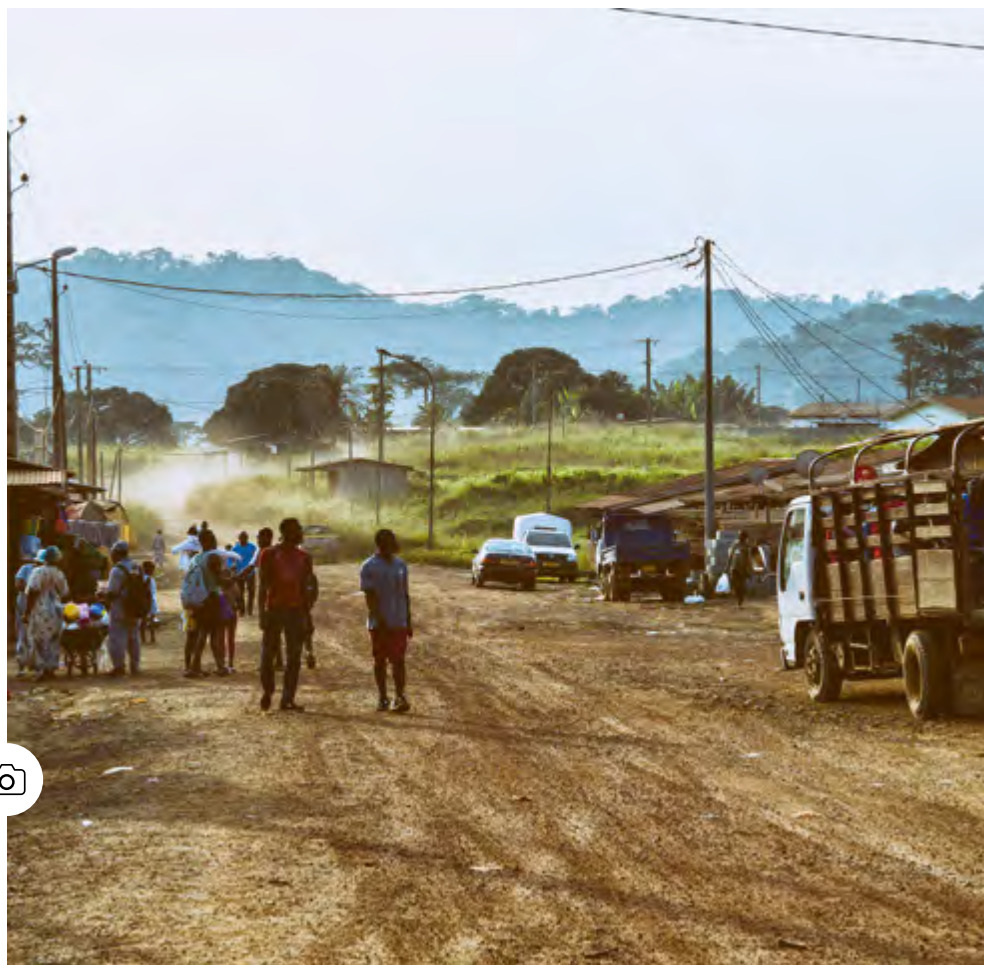
Le Transgabonais est la seule ligne de chemin de fer du Gabon. Construites en 1973 pour le transport de passagers et de marchandises, les installations ferroviaires ont été peu entretenues et sont aujourd'hui vieillissantes. Depuis 2005, la société d'exploitation du Transgabonais (SETRAG) met en œuvre un programme de remise à niveau avec le soutien de l'AFD, de sa filiale Proparco et de la Société financière

internationale. Outre la réhabilitation des infrastructures, le programme prévoit l'achat de matériel, la construction de logements pour les ouvriers ou encore le développement du centre de formation des métiers du rail de Franceville.



93 M€

prêtés par l'AFD pour
la réhabilitation
du Transgabonais



À Booué comme dans de nombreux villages desservis par le Transgabonais, le passage du train rythme l'activité économique.



Un million de vieilles traverses en bois doivent être changées le long des 648 kilomètres de la voie ferrée. Les ouvriers sont pour la plupart recrutés localement, dans les villages et les villes avoisinant la ligne de chemin de fer. Les réparations à venir portent sur 37 zones instables.



Dans la petite ville de Booué, la cité des personnels de la SETRAG est en cours de rénovation. Les conditions de vie des habitants vont changer : l'eau potable sera acheminée jusqu'aux habitations, les écoles et les infrastructures sociales seront améliorées.



SANTÉ Un pays mieux soigné

Au Gabon, les infrastructures de santé sont trop peu nombreuses. Et celles qui existent dans les territoires ruraux sont en si mauvais état qu'elles ne permettent pas à la population d'accéder aux soins dans de bonnes conditions. L'État met en œuvre un nouveau pacte social pour améliorer les services essentiels aux plus vulnérables. La rénovation du système de santé en fait partie. Modernisation des

équipements, formation des personnels : tout est fait pour renforcer l'offre, notamment en matière de santé sexuelle, maternelle et infantile.



550 000

personnes profiteront
des nouvelles structures
de santé du Gabon

L'AFD a financé la rénovation de centres de santé dans un premier temps. Un deuxième projet prévoit la réhabilitation d'infrastructures, la construction de logements pour les personnels et la fourniture d'équipements dans quatre provinces du pays.

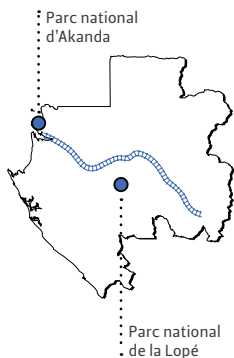


Le centre médical de Leconi est l'un des 27 centres de santé qui vont être rénovés dans le pays.





Pour les femmes et les enfants accueillis dans le service de santé maternelle et infantile du centre médical d'Okala de Libreville, les conditions sont meilleures aujourd'hui. Ce centre a été rénové dans le cadre du premier projet de l'AFD.



ENVIRONNEMENT Des ressources

à protéger

Les 13 parcs nationaux du Gabon abritent une biodiversité extrêmement riche que le pays cherche à protéger et à valoriser depuis plus de 15 ans. Autour de Libreville, le projet « Arc d'Émeraude » est emblématique de cette action en faveur des écosystèmes forestiers et littoraux. Également engagé dans l'utilisation durable de ses ressources naturelles, le pays a fortement réformé sa filière bois pour mieux contrôler

l'exploitation forestière. L'AFD accompagne ces deux volets de la politique gabonaise de conservation de la nature, dans le cadre de l'Accord de conversion de dette signé en 2008 entre la France et le Gabon.



80 %

**du territoire
gabonais
est couvert
de forêts**



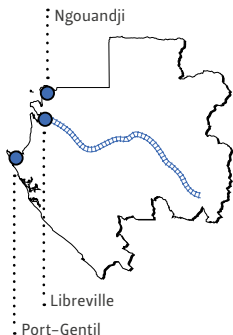
Premier employeur privé du pays, le secteur forestier gabonais est pérenne. L'interdiction de l'exportation des grumes a conduit les entreprises forestières à relocaliser la transformation du bois.



La mangrove du parc national d'Akanda, qui fait partie de l'Arc d'Émeraude, est protégée et valorisée. Les écogardes veillent à impliquer les populations locales dans les projets de préservation des écosystèmes pour favoriser la lutte contre la pêche illégale et protéger le patrimoine naturel.



Au centre de formation de la Lopé, la nuit, hommes et femmes s'entraînent à la lutte contre le braconnage des éléphants et les atteintes à la biodiversité. Ce sont les futurs écogardes des 13 parcs nationaux du Gabon.

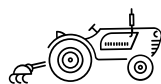


AGRICULTURE

Une production engagée

Malgré d'importantes ressources naturelles et un climat favorable à l'agriculture, le Gabon peine à assurer son indépendance alimentaire. Pour répondre aux besoins croissants de la population, le Gouvernement a fait du développement du secteur agricole une priorité. Depuis plus de 20 ans, l'AFD accompagne et

finance les programmes s'inscrivant dans cette logique. Le dernier en date promeut une agriculture périurbaine respectueuse de l'environnement, capable d'assurer l'approvisionnement des villes comme Libreville.



3 000

personnes formées à des pratiques agricoles durables

Situé au cœur de Libreville, le site agropastoral d'Alibandeng alimente les marchés de la capitale et de Port-Gentil en produits maraîchers et issus de l'élevage. Plus de 70 agriculteurs et éleveurs, gabonais et étrangers, y travaillent et gagnent de quoi faire vivre leur famille.





Dans la plantation de Njouandji où travaille Mme Ayabe, il y a plus d'agricultrices que d'agriculteurs. Mais les jeunes sont peu attirés par les métiers de la terre et les conditions de travail difficiles.



AGRICULTURE

L'IRRIGATION

au secours des agriculteurs

Au Cambodge, dans les provinces de Kampong Thom et de Kandal, les agriculteurs peuvent désormais cultiver toute l'année et diversifier leurs productions, grâce à des canaux d'irrigation et d'épandage de crue rénovés.

Novembre 2017, village de Khvaek, dans le centre du pays. Dans quelques jours commence la récolte du riz. Les fermiers vont battre la céréale, la sécher puis la stocker dans des sacs de 50 kilos pour la vendre sur les marchés. Avant de recommencer le processus.

Ici, dans la province de Kampong Thom, cultiver le riz plusieurs fois par an a longtemps été une gageure. Plusieurs petites rivières parcourent la région mais il n'y avait jusqu'à présent pas d'accès fiable à l'eau tout au long de l'année. Une situation aggravée par les effets du changement climatique :

durant la saison sèche, il n'y avait parfois plus d'eau pour les cultures. Pour survivre, la plupart

des familles partaient travailler sur des sites de construction de Phnom Penh, une centaine de kilomètres plus au sud.



3 000 ha

**de production de riz
réhabilités dans
la province
de Kampong Thom**

Grâce à la réhabilitation du système d'irrigation de la rivière Stung Chinit, soutenue par l'AFD depuis 2000, ces difficultés sont désormais un lointain souvenir. Un vaste réseau de canaux bénéficie aujourd'hui à des milliers de fermiers dans la région. Il offre également la possibilité aux agriculteurs de cultiver des

légumes et de s'essayer à la culture simultanée de plusieurs champs de riz. ▲



↕ REPÈRES

80 %
des Cambodgiens
vivent en milieu rural

27 %
du PIB national
est assuré
par le secteur agricole

5 mois
Durée moyenne de
la saison sèche au
Cambodge



Pour survivre durant la saison sèche, les agriculteurs du Kampong Thom ont longtemps dû quitter leurs terres. Aujourd'hui, ils peuvent cultiver tout au long de l'année.

Bien plus que de l'eau

Sur la route du marché, Huot Chanthou s'arrête pour vanter les mérites des canaux. À l'arrière de sa moto usée repose un sac débordant de salades, l'un des nombreux légumes qu'elle fait pousser en rotation. « *C'est vraiment mieux maintenant, confie-t-elle. Je peux faire pousser plein de choses et je dépense moins d'argent dans le pompage de l'eau. Il y a une meilleure route aussi.* »

Développement des infrastructures, accompagnement technique... Pour les fermiers du Kampong Thom, la réhabilitation des canaux apporte bien plus que de l'eau. Lorsque ces derniers sont rénovés, les routes le sont également. Les agriculteurs bénéficient ainsi d'un meilleur accès aux marchés et aux intermédiaires. Sur le terrain, des facilitateurs communautaires les aident à négocier de meilleurs prix, à mettre leurs produits en valeur. Ils les encouragent aussi à adopter de nouvelles techniques de production comme l'agriculture biologique, qui rapporte plus.

Mais tous ces changements se font lentement. Dans la grande majorité des programmes d'irrigation, il faut parfois des années pour que les fermiers apprivoisent de nouvelles pratiques.

Le riz n'est plus seul

Non loin de Khvaek, un canal de drainage traverse en longueur le village de Sa'ang, séparant les maisons des lopins de terre cultivable. L'eau est contrôlée par une vanne entretenue par la Communauté des agriculteurs utilisateurs d'eau (FWUC) et financée à l'aide de cotisations payées par les fermiers. Déjà, certaines rizières ont été





”
*Si vous revenez dans
quelques mois, vous verrez
des légumes partout.*

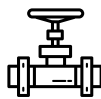


Salade, courge, haricot-asperge, canne à sucre... Grâce à la réhabilitation des canaux d'irrigation et d'épandage de crue, les fermiers cambodgiens cultivent de plus en plus d'espèces végétales.

moissonnées et replantées avec des rangées ordonnées de salades et de belles-de-jour.

Dans la région, on ne gagne habituellement sa vie qu'en plantant du riz. Mais depuis que le canal a été réhabilité en 2006, la FWUC parvient

peu à peu à convaincre les agriculteurs de cultiver également durant la saison sèche. Elle ne facture pas l'eau lorsque la pluie s'arrête. Résultat : malgré les réticences du début, les cultures hors saison se développent depuis deux ans.



7

canaux d'épandage de crue rénovés dans la province de Kandal

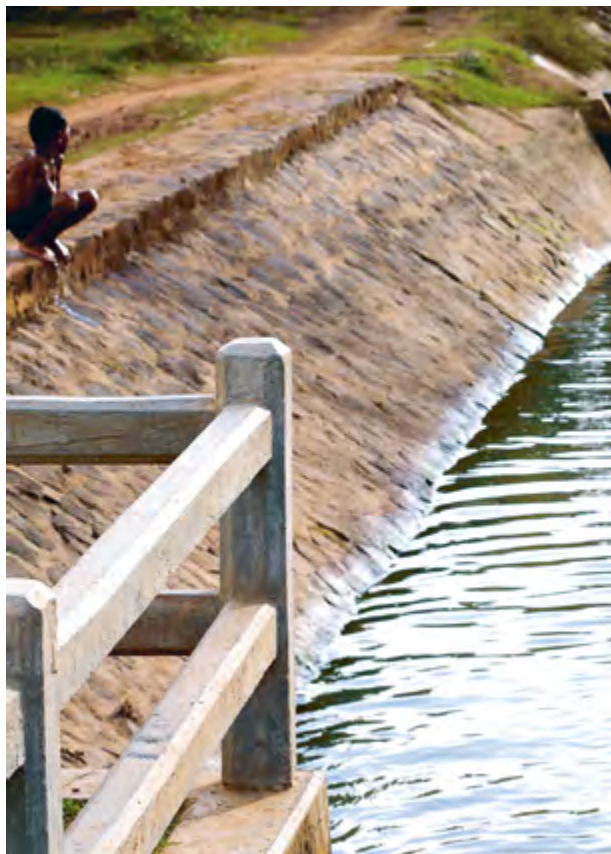
Progressivement, les agriculteurs s'habituent à cultiver fruits et légumes, faisant ainsi évoluer la vie du village de Sa'ang. « *Nous commençons à organiser notre vie autour du canal*, confie Oun Narin du

haut de ses 28 ans. *On trouve des solutions pour cultiver durant la saison sèche et travailler près de chez nous.* »

Une nouvelle ère

Comme à Khvaek, chaque saison sèche voyait autrefois des hommes et des femmes partir chercher un travail saisonnier dans les usines, dans le bâtiment ou dans les champs des régions alentour. Les grands-parents s'occupaient des petits-enfants tandis que les parents se résignaient à de longs mois de travaux dangereux pour des salaires de misère.

Aujourd'hui, Narin n'a plus besoin d'aller travailler à Phnom Penh durant la saison sèche. Son mari a trouvé un emploi plus près de la maison. Son salaire est moindre, mais le couple dispose



d'un complément de revenu non négligeable : Narin cultive et vend ses propres légumes. « *Avant la rénovation du canal, ici, vous ne pouviez faire pousser que de l'herbe pour nourrir les vaches*, explique la jeune femme. *Si vous revenez dans quelques mois, vous verrez des légumes partout.* »

De l'importance des prek

Dans la province de Kandal, l'AFD a également soutenu la réhabilitation de sept canaux d'épandage de crue, appelés *prek*. Longs de 2 000 mètres, ils traversent une zone inondable du district de Sa'ang, à 30 kilomètres de Phnom Penh, jusqu'à



12 000

**personnes
bénéficiant
de la rénovation
des canaux dans
le Kampong Thom**



Depuis la rénovation du canal de Stung Chinit, la vie reprend peu à peu ses droits dans le village de Sa'ang.

la rivière Bassac. De chaque côté, des centaines de lopins de terre sont remplis de vergers et de plantations de légumes. Comme dans la région de Kampong Thom, les canaux d'irrigation ont ici remplacé les puits et permis les récoltes tout au long de l'année, même pendant les périodes de sécheresse.

« Les canaux permettent de nous adapter au changement de climat, explique Chun Peng Long, directeur du service des eaux de la province de Kandal. Ils peuvent acheminer de l'eau en cas de sécheresse et, dans les périodes de crue, déplacer l'eau des zones inondées vers la rivière. Ils agissent comme une sorte de régulateur. »

Le Cambodge connaît un cycle saisonnier de crues. Entre mai et novembre, la mousson gonfle les lacs du pays, poussant l'eau et ses nutriments dans les terres alentour. Mais quand la pluie s'arrête et que l'eau recule, il y a peu d'endroits où le sol reste suffisamment riche ou humide pour les cultures de saison sèche.

Même durant la période angkorienne, l'irrigation était un moyen crucial pour maintenir la productivité agricole. Des siècles plus tard, le changement climatique et la croissance démographique ont rendu l'accès à l'eau encore plus vital. ♦

**RENCONTRE**

Les potagers de Nang

Kan Nang, 59 ans, vit dans le village de Prek ta Chrouk, dans la province de Kandal. Il montre avec fierté les treillis qu'il a installés devant sa petite maison entourée d'immenses potagers. Ils regorgent de courges, de salades...

« Mon gagne-pain a progressé de 30 % depuis que les canaux ont été réhabilités. Ma production de riz a augmenté de 70 %, explique-t-il. Avant, je ne pouvais faire pousser qu'une seule fois par an. Maintenant, c'est deux, voire trois fois. » Avec ce revenu supplémentaire, Nang a pu acheter des terres pour ses enfants, dont la valeur a déjà fortement augmenté.

« Nul besoin d'aller dans un autre pays ou une autre province pour voir la différence : à deux kilomètres d'ici, il n'y a pas d'irrigation. Et là-bas, c'est sec », assure l'agriculteur. Quelques problèmes de gestion ont été constatés, mais Nang en est convaincu : si les aménagements fonctionnaient parfaitement, la communauté dans son ensemble serait immunisée contre les effets des crues et des sécheresses : *« Il n'y aurait plus de problème pour nous avec le changement climatique. »*



Avant, je ne pouvais faire pousser qu'une seule fois par an. Maintenant, c'est deux, voire trois fois.

RENCONTRE

La nouvelle vie de Kim Sreng

Chhuon Kim Sreng est l'un des nombreux agriculteurs à avoir bénéficié de la réhabilitation des *prek* dans la province de Kandal. Nous sommes au début de la saison sèche, mais il montre fièrement sa plantation de haricots-asperges. Lorsque ces légumes seront récoltés, dans deux mois, il passera à la courge amère puis à la canne à sucre. Avant, il ne plantait qu'une fois par an.

« *Ma vie s'est nettement améliorée depuis cinq ans, sourit-il. Avec mes revenus, j'ai rénové ma maison et j'ai plus d'argent pour l'éducation de mes enfants.* » Avant de pouvoir récolter toute l'année, Kim Sreng devait souvent emprunter pour nourrir sa famille. Son épouse devait également travailler chez un autre paysan pour contribuer au remboursement des dettes. Aujourd'hui, le cultivateur assure lui-même la subsistance de toute sa famille. Il aimerait voir l'irrigation s'étendre : « *Ce serait bien que tous les agriculteurs puissent bénéficier de ça, ils pourraient récolter plus.* »

“

*J'ai rénové ma maison
et j'ai plus d'argent pour
l'éducation de mes enfants.*





INNOVATION

Le numérique

défie la déforestation

La région de la Mé, au sud-est de la Côte d'Ivoire, est en proie à une déforestation galopante. À l'aide de GeoPoppy, une application innovante de collecte de données développée avec des logiciels libres, des ONG tentent d'enrayer le phénomène.

« **Q**uand j'étais petit, se souvient Abou Ouattara, 41 ans, il était parfois impossible de voir le soleil tellement il y avait d'arbres. » Aujourd'hui, les forêts classées de Mabi et Yaya qui entourent sa ville natale, Adzopé, sont menacées par la déforestation. Pour les préserver, l'ONG Nitidæ – issue de la fusion de Rongead et EtcTerra – porte le projet Redd+ de la Mé depuis 2017. Il s'agit d'enrayer les défrichements tout en améliorant les conditions de vie des agriculteurs et de la population. Sept villages mobilisent l'attention de 18 agents dans et autour de ces forêts. « *Nous essayons de montrer aux populations l'intérêt de planter d'autres espèces d'arbres : préservation de l'environnement, rentabilité et pérennité*

de l'activité », explique Romuald Vaudry, chef du projet.

L'objectif ? Développer une agriculture zéro déforestation qui permette aux planteurs de gagner leur vie sans défricher et de percevoir des revenus équilibrés entre agriculture et exploitation de la forêt. D'ici fin 2019, les équipes de Nitidæ prévoient d'accompagner 2 250 planteurs sur 5 000 hectares. Le projet s'appuie sur l'utilisation de GeoPoppy, un système d'information géographique sur tablette, simple et peu coûteux à déployer, conçu par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). Développé avec le soutien du département Évaluation et apprentissage de l'AFD, il permet de suivre précisément l'évolution des surfaces cultivées et boisées. ▲



REPÈRES

95 000
hectares de forêt
disparaissent chaque
année en Côte d'Ivoire

20 %
Part estimée
de la déforestation
dans les émissions
de gaz à effet de serre



”
*Je ne pensais pas qu'un jour
des outils comme GeoPoppy
existeraient. Maintenant, nous
connaissons mieux nos parcelles.*

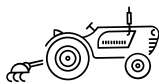


Abou Ouattara
(à gauche) accompagne
Romuald Vaudry
(à droite) et Denis Mea
qui font des relevés sur
sa parcelle.

La technique au service de l'homme

Chargé de mission Aménagement du territoire, suivi et évaluation de l'ONG, Denis Mea supervise les cinq opérateurs qui parcourent la région de la Mé. GeoPoppy en main, il explique : « *Le collecteur trace le contour de la parcelle sur la carte en relevant un certain nombre de points sur place et en s'aidant éventuellement d'images satellites. Les informations essentielles comme le type de culture sont ajoutées. La superficie est alors automatiquement calculée.* » Le travail des opérateurs est grandement facilité par l'application, comme l'explique Romuald Vaudry : « *Avant, il fallait se rendre sur le terrain avec un bloc, un crayon et un GPS et une fois rentré au bureau, il fallait saisir les données.* » Désormais, les agents de terrain s'épargnent ce double travail et évitent ainsi de nombreuses erreurs ou approximations.

Cartographier précisément les parcelles permet à tous de mieux connaître et protéger les espaces et les espèces menacés. Avec GeoPoppy, les opérateurs de Nitidæ collectent un maximum de données. Sur le terrain, auprès des bénéficiaires, ils arpentent les parcelles équipés d'une simple tablette et d'un mini-serveur, sans connexion Internet requise. « *Tout le monde peut l'utiliser, de la collectivité locale à la petite entreprise, à la ville comme à la campagne* », confirme Denis Mea, convaincu que l'expérience de la région de la Mé est répliquable dans le monde entier.



2 250

**agriculteurs
accompagnés
par l'ONG Nitidæ
d'ici 2019**



65 000 ha

**de forêts classées à
protéger en Côte d'Ivoire**

Reboiser pour les générations futures

Sur l'écran de Romuald Vaudry, quelques dizaines de plantations d'hévéas renseignées

grâce à GeoPoppy sont bien visibles et délimitées. Pour lui, « *utiliser un outil d'information géographique comme GeoPoppy permet de faire preuve de transparence dans ses données et de montrer pas à pas l'avancement du projet*

Redd+ de la Mé ». Très utile, notamment vis-à-vis des États français et ivoirien, du ministère de l'Environnement ou encore des bailleurs de fonds comme l'AFD, qui financent les programmes Redd+.

Redd+ est le mécanisme international de réduction des émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et de la dégradation des forêts. La Côte

d'Ivoire met en œuvre cette initiative depuis 2011. Prochaine étape, longue et complexe : préparer les bénéficiaires à la certification foncière. Un processus aux atouts indéniables, selon Romuald Vaudry : « *Les bénéficiaires pourront transmettre leur patrimoine à leurs enfants en toute sécurité ou demander des prêts bancaires. Les sociétés privées sont également intéressées pour reboiser gratuitement ces parcelles et en acheter les bois.* »

En attendant, Abou Ouattara s'est lui aussi emparé de GeoPoppy. Il est le gérant de la propriété Atsé qui exploite une centaine d'hectares à Adzopé sur lesquels poussent cacao, café ou encore manioc. Dans le cadre du projet Redd+, Abou Ouattara participe au reboisement de 500 hectares dans la région. GeoPoppy lui permet de suivre les plantations de cédrelas, de tecks, de tiamas ou encore d'aniégres. « *Grâce aux cartes, prédit-il, nous pourrions gérer correctement ces terres pendant les 30 prochaines années.* » Et sauver la Mé. ♦



GeoPoppy ou la liberté entre les mains

À l'origine développé par l'INRA pour suivre... des champs de coquelicots, GeoPoppy pourrait être le premier d'une longue série de nouveaux outils numériques au service du suivi-évaluation de projets.

« Tout est publié sous licence Creative Commons pour que l'outil soit facilement réutilisable par d'autres acteurs et le projet répliquable dans d'autres contextes », explique Martin Noblecourt, responsable de projet chez CartONG, qui a aidé Nitidæ à adapter GeoPoppy à ses besoins. GeoPoppy a été développé à partir de logiciels libres, PostgreSQL pour la gestion de la base de données et QGIS pour le système d'information géographique. Pour l'utiliser, un mini-serveur portable (type Raspberry Pi), une batterie externe et une tablette suffisent. Une fois le matériel acquis, GeoPoppy est donc gratuit, sans restriction d'utilisation.



Nature au Laos

Au nord du Laos, la zone protégée de Nam Et-Phou Louey est le cadre d'un projet novateur qui concilie protection de la biodiversité et écotourisme. Pour les villageois, les bénéfices sont nombreux : baisse de la déforestation et du braconnage, suivi de la faune, mais aussi retombées économiques grâce au tourisme et à la réorientation de l'agriculture. L'AFD soutient depuis 2014 ce projet dont la mise en œuvre opérationnelle est assurée par Wildlife Conservation Society (WCS), en partenariat avec le gouvernement du Laos. ♦

AILLEURS dans le monde



Social and Inclusive Business Camp : on accélère !

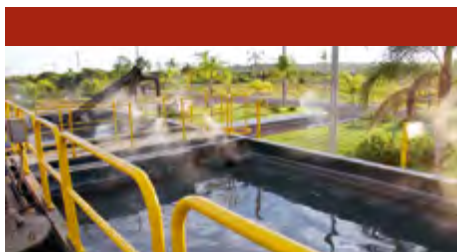
L'innovation n'aime pas attendre. Avec le Social and Inclusive Business Camp, l'AFD propose un programme d'accélération pour des entrepreneurs porteurs de projets d'innovation sociétale en Afrique. Destiné à des entrepreneurs sortis de la phase d'incubation et confrontés aux défis du passage à l'échelle, ce programme allie du coaching digital à une semaine d'accompagnement en présentiel. Il s'adresse à des porteurs de projets innovants qui poursuivent un double objectif de rentabilité économique et d'impacts sociétaux.

À travers des témoignages d'experts qualifiés et des moments de partage entre pairs, le Social and Inclusive Business Camp a pour objectif de contribuer de manière opérationnelle à

l'accélération de projets susceptibles d'être financés par des investisseurs et de devenir des entreprises de référence dans leur domaine.

Lancé en octobre 2017, le programme permet également de structurer une communauté inspirante de mentors pouvant accompagner à leur tour des entrepreneurs engagés, notamment à travers une communauté de plus de 20 000 membres.

Comme le résume Karim Gadjigo, fondateur de Mia Moké et participant au programme, « *participer au Social and Inclusive Business Camp, c'est l'assurance de faire passer son projet à une échelle bien supérieure* ». ♦



Eau potable au Brésil

La ressource est là, et pourtant : au Brésil, une personne sur cinq n'a pas accès à l'eau potable. Avec Proparco, l'AFD soutient le projet AEGEA, destiné à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans le pays. 150 000 personnes bénéficieront de ce projet. ◆



Agriculture en Arménie

Grâce à Agreenfi, son label finance durable agricole, l'AFD a soutenu de grands travaux d'irrigation en Arménie : barrage, réseau, etc. Sans oublier un ambitieux projet pilote de promotion de l'agriculture. À la clé : 6 000 hectares de terres irriguées et de meilleures conditions de travail dans 4 500 exploitations. ◆



Avec l'Europe

L'AFD travaille de manière approfondie avec l'Union européenne pour une plus grande efficacité de l'aide européenne.

Depuis 2008, 172 projets de l'AFD ont bénéficié de délégations de fonds européens. Deux exemples de coopération.

■ Soutenir les déplacés du lac Tchad

Le projet RESILAC, cofinancé par l'AFD et le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne, vise à réduire les tensions communautaires et à renforcer la cohésion sociale dans la région du lac Tchad. Il accompagne les personnes déplacées en soutenant leur autonomie économique par la reprise d'une activité, notamment agricole. Les actions sont menées conjointement dans les quatre pays du pourtour du lac. Ce projet est issu de l'Initiative Kouri (voir le reportage dessiné du géographe Christian Seignobos, p. 114). Les deux dispositifs s'inscrivent dans le cadre de la contribution française à l'Alliance pour le Sahel.

■ Traitement des déchets solides en Jordanie

Le Programme prioritaire d'amélioration de la gestion des déchets solides en Jordanie intervient dans les gouvernorats du nord du pays, où les communautés d'accueil et les populations réfugiées syriennes sont confrontées à une détérioration de ces services.

Dans ce contexte, l'Union européenne confie la gestion d'une partie de son financement à l'AFD (55,3 millions d'euros) pour mettre en œuvre la première phase de la stratégie nationale jordanienne de gestion des déchets ménagers solides. Ce programme vise à créer des décharges aux normes (comme celle d'Al Ekaïder en cours de construction, voir photo ci-dessus) et des centres de transfert des déchets dans la zone concernée. ◆

Pour en savoir plus, rendez-vous sur europe.afd.fr



L'intelligence



collective

DIALOGUES

Parce que les défis globaux exigent des solutions collectives, l'AFD prend part au débat et encourage tous les dialogues. Elle noue des partenariats avec le monde de la recherche, échange avec les décideurs et sensibilise à l'importance de l'aide au développement.

<< Il est essentiel de réduire les inégalités car elles nuisent au développement >>

Gaël Giraud 92

<< Créer des synergies entre recherche et politiques publiques >>

Nahoua Yeo 96

<< Croiser nos regards sur le développement >>

Frédéric Mion 100

Les jeunes et leur rapport au monde 104

**<< Apprendre et progresser dans nos pratiques >>
Nathalie Le Denmat 106**

Quand l'innovation sert l'environnement 112

Le dessin et le territoire 114

PROSPECTIVE

« Il est essentiel de réduire les inégalités car elles

nuisent au développement »

par **GAËL GIRAUD**, chef économiste de l'AFD

Gaël Giraud analyse la montée globale des inégalités dans le monde. Il revient dans ces pages sur l'importance de la recherche pour la construction des politiques publiques de lutte contre les inégalités.

A lors que la richesse mondiale augmente, les inégalités de revenus se creusent au sein des pays. Même si elles se réduisent dans certains pays en développement, le Programme des Nations unies pour le développement a relevé qu'elles avaient globalement augmenté de 11 % entre 1990 et 2010.

Menaces des inégalités

Le creusement des inégalités fragilise le tissu social, met en péril le développement durable et affaiblit l'efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté. Le sentiment de frustration vis-à-vis des inégalités et de l'injustice sociale alimente des tensions susceptibles de dégénérer en conflits. Un observateur comme Pankaj Mishra, auteur notamment d'*Age of Anger*, va jusqu'à défendre la thèse selon laquelle la

montée des populismes de droite en Occident et la violence de groupes terroristes islamistes auraient une racine commune : le ressentiment de populations trompées par les promesses globalisées de la modernité occidentale.

Sur le plan économique, loin de bénéficier à tous, les inégalités nuisent à la croissance : lorsqu'elles augmentent, les classes moyennes et modestes ont tendance à s'endetter pour maintenir leur niveau de vie ou tenter d'imiter les plus fortunés, ce qui conduit à une augmentation de l'endettement privé. Or ce dernier accroît les inégalités par le mécanisme du paiement des intérêts et, s'il dépasse un certain seuil, il peut plonger une économie dans la déflation : croissance atone, taux d'intérêt nuls... C'est pourquoi il est essentiel de réduire les inégalités car elles nuisent au développement. ▲



7 sur 10

**Nombre de
personnes vivant
dans un pays où
l'écart de richesse
entre riches
et pauvres
a augmenté
depuis 30 ans**

Une conférence internationale sur les inégalités et le lien social

L'AFD organise une grande conférence internationale sur les inégalités et le lien social les 6 et 7 décembre 2018 à Paris. L'occasion de faire le point sur les derniers travaux de recherche sur le sujet et de favoriser le débat entre praticiens du développement et chercheurs.

Dans les pays de l'OCDE, les 10 % les plus riches gagnent 9,6 fois plus que les 10 % les plus pauvres.

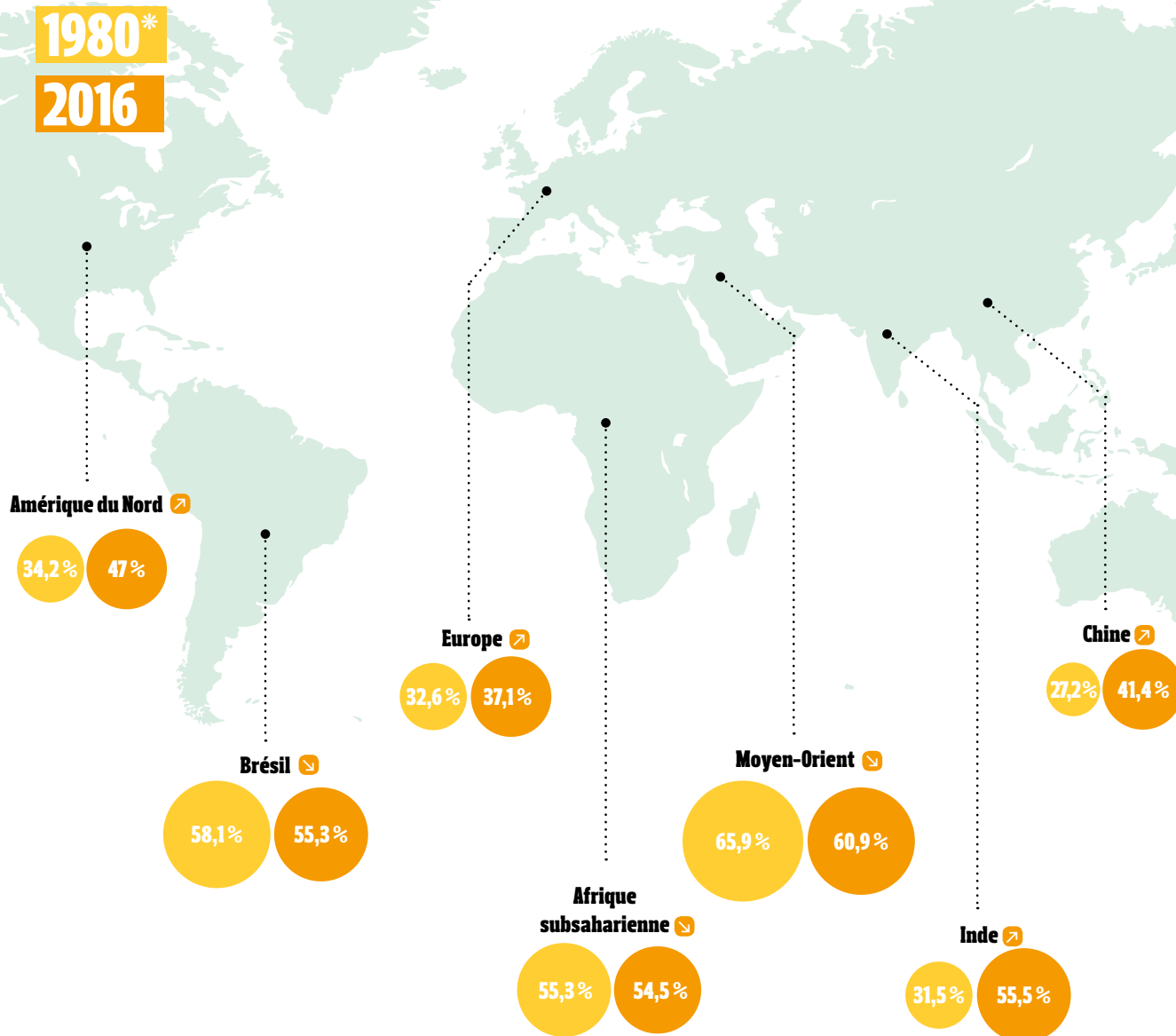
Comprendre pour lutter

Mieux comprendre ce qui détermine les inégalités économiques dans chaque pays, leurs conséquences et les leviers de politique publique qui permettent de les réduire est donc fondamental. À travers une facilité de l'Union européenne, l'AFD finance des travaux menés par des centres de recherche dans 11 pays du Sud (Afrique du Sud, Bolivie, Burkina Faso, Cameroun, Ghana, Jordanie, Kenya, Mexique, Sénégal, Tunisie et Viêt Nam). L'objectif : permettre aux pays en développement d'affiner leur analyse des inégalités pour qu'ils puissent concevoir des politiques publiques adaptées.

Quelles trajectoires de développement peuvent nous permettre de réduire les inégalités tout en préservant la planète ? L'émergence de classes moyennes dans les pays en développement a-t-elle un impact sur les inégalités ? En quoi le creusement des inégalités affecte-t-il le lien social ? Autant de questions auxquelles il nous faudra répondre dans les années à venir pour lutter contre les inégalités et préserver le lien social. ♦

Les inégalités dans le monde depuis 1980

Part du revenu national des 10 % les plus aisés



* 1990 pour le Brésil, le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne

Source : World Inequality Lab, Rapport sur les inégalités mondiales 2018

DIALOGUE STRATÉGIQUE

« Créer des synergies entre recherche

et politiques publiques »

D^r NAHOUA YEO, directeur de cabinet du ministère
du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire

Depuis septembre 2016, le ministère du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire a renforcé ses échanges avec l'AFD à travers un partenariat de dialogue stratégique sur les politiques publiques. Le D^r Nahoua Yeo revient sur cette expérience.

Pourquoi avez-vous engagé avec l'AFD un partenariat de dialogue stratégique sur les politiques publiques ?

N. Y. - Nous étions persuadés de l'intérêt de la recherche pour le développement de la Côte d'Ivoire. L'expérience menée avec l'AFD n'a fait que renforcer cette conviction. Le Mémoire de dialogue stratégique que nous avons signé en 2016 est un ensemble de programmes à court et moyen terme qui intègre comme fonctions de base les activités de recherche et leur diffusion, ainsi que la mise en réseau des experts. Il nous permet de produire des connaissances sur des sujets stratégiques de développement et de créer des synergies entre recherche et politiques publiques. L'autre intérêt de ces travaux de recherche scientifique réside dans l'implication des chercheurs ivoiriens. Nous voulions en effet

saisir cette occasion pour dynamiser notre propre production scientifique en améliorant sa visibilité et sa valorisation.

Quels sont les axes et les résultats attendus de ce partenariat ?

N. Y. - Les travaux de recherche entrepris concernent le champ des sciences économiques et sociales, et couvrent plusieurs thématiques : les inégalités sociales en Côte d'Ivoire, les classes moyennes, l'emploi des jeunes, la réforme des collèges de proximité, la modélisation macro-économique, le secteur informel et les services climatiques à destination des producteurs de cacao.

Les résultats de l'étude sur les classes moyennes présentés en décembre 2017 ont dévoilé la réalité



«
Ce premier mémorandum est
une expérience riche qui a fourni
des résultats concrets.



Intervention
du D^r Nahoua Yeo lors
d'un comité de pilotage
du Mémorandum de
dialogue stratégique
avec l'AFD, en décembre
2017 à Abidjan.

▲

Nous étions persuadés de l'intérêt de la recherche pour la Côte d'Ivoire. L'expérience menée avec l'AFD a renforcé cette conviction.



actuelle de cette catégorie de la population ivoirienne. Hétérogènes, les classes moyennes ne représentent que 26 % de la population, sont

encore en grande partie rurales (42 %) et exercent en majorité une activité dans le secteur informel (64 %). Ces données nouvelles ont alimenté le débat et attiré l'attention des décideurs, publics comme privés. À notre niveau, cette étude permet d'engager une réflexion sur les politiques publiques, et notamment sur les politiques budgétaires destinées à accompagner l'émergence de ces classes moyennes et à mieux répondre à leurs aspirations.

En quoi cette démarche est-elle utile pour la réflexion stratégique du ministère du Plan ?

N. Y. - Les résultats et les recommandations des recherches participent à la réflexion sur les orientations stratégiques des politiques sectorielles et des plans nationaux de développement. Ces données enrichissent également nos études prospectives. L'étude sur les classes moyennes en est un bon exemple. Nous avons par ailleurs mené une importante réforme dans le système éducatif ivoirien. L'étude portant sur les collèges de proximité nous permet d'avoir une analyse fine des retombées de cette réforme, notamment sur la scolarisation des filles en milieu rural. Les résultats des études sur l'emploi des jeunes sont également pertinents et suffisamment plausibles

pour la prise de décision, grâce à une plus grande interaction entre les décideurs et les centres de recherche durant la réalisation des travaux.

Une première phase pilote arrive à échéance en septembre 2018. Comment voyez-vous le prolongement de cette première expérience ?

N. Y. - Ce premier mémorandum est une expérience riche, qui a fourni des résultats concrets dont nous sommes satisfaits. C'est l'occasion de remercier l'AFD pour le partenariat et tous les acteurs nationaux qui ont contribué au succès de la phase pilote. Aussi souhaitons-nous poursuivre et renforcer cette collaboration avec l'AFD en améliorant la structuration des programmes de recherche et de formation, en impliquant davantage de centres de recherche, de chercheurs, d'universitaires et de cadres ivoiriens, et en sélectionnant évidemment des thématiques essentielles pour la transformation structurelle de notre économie. ♦



La recherche au service de la décision et de l'action publique

Associer décideurs institutionnels de haut niveau des pays en développement et émergents, chercheurs académiques et experts de l'AFD : c'est l'ambition du dialogue stratégique sur les politiques publiques mis en place dans certains pays avec lesquels l'AFD développe une relation privilégiée.

La démarche consiste à mobiliser la recherche, et notamment l'expertise académique locale, sur des thématiques définies conjointement pour éclairer la décision et l'action publique à travers la formulation, l'accompagnement et l'évaluation de politiques publiques. Différents outils (modélisations macroéconomiques, diagnostics sectoriels, etc.) sont développés pour analyser la portée des grands enjeux stratégiques dans les pays concernés (transition écologique et réduction des inégalités, par exemple).

Plusieurs dialogues stratégiques ont été engagés : en Côte d'Ivoire depuis septembre 2016, et en Tunisie depuis février 2018. La démarche devrait être étendue à d'autres pays.

ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

« Croiser nos regards sur le développement »

FRÉDÉRIC MION, directeur de Sciences Po

Le partenariat signé en 2017 entre Sciences Po et l'AFD vient renforcer et élargir une longue tradition de coopération. Son ambition : alimenter la recherche et le débat public, mais aussi mieux former les futurs acteurs du développement.

Sciences Po et l'AFD produisent de la recherche et de l'expertise sur le développement. Quelles vont être les retombées de leur rapprochement en matière de production de connaissances ?

F. M. – Notre ambition à travers ce partenariat est de croiser nos regards sur le développement, en faisant appel à tous les talents : chercheurs, praticiens et étudiants. L'idée est de construire ensemble de l'expertise pluridisciplinaire

de manière à irriguer le débat public sur les enjeux de développement. Ce rapprochement va favoriser le lancement de nouveaux projets de recherche grâce à l'organisation de séminaires communs. La rencontre de nos univers sera, j'en suis certain, fructueuse. L'AFD a récemment intégré de nouvelles compétences géographiques et thématiques sur lesquelles les chercheurs de Sciences Po vont aussi apporter une expertise utile.



1 an

**Durée du
partenariat
conclu entre l'AFD
et Sciences Po**

Le partenariat noué avec l'AFD prévoit de favoriser des enseignements tournés vers les solutions concrètes. Quelles innovations pédagogiques envisagez-vous ?

F. M. - À Sciences Po, nous veillons à proposer des cursus qui associent l'expertise universitaire et le savoir-faire des meilleurs praticiens.

Les formats d'enseignement innovants que nous développons, au sein de nos écoles de deuxième cycle comme dans le cadre de notre offre de formation continue, sont d'excellents outils pour cela : études de cas, simulations, projets collectifs, notes aux décideurs...

Notre rapprochement permettra aux étudiants de s'immerger dans les projets de l'AFD. Ils auront l'opportunité de travailler sur des études de cas et des problématiques concrètes puisées au cœur de ses interventions. Un atout de taille pour former plus efficacement les futurs acteurs du développement : avec 85 agences dans le monde et des projets dans 110 pays, l'AFD dispose de formidables capteurs pour saisir les

innovations en cours, au plus près du terrain. Ses experts bénéficieront en retour de la créativité et du talent de nos étudiants, dont les travaux sont très proches d'un rendu professionnel - et parfois plus innovants grâce à leur regard neuf. ▲



18

**étudiants du SDG
Professional Certificate
reçus à l'AFD en mars 2018**

▲

Le partenariat met un accent particulier sur la zone Afrique. En quoi est-ce une thématique importante pour Sciences Po ?

F.M. - Le développement repose en grande partie sur la capacité à former des élites et à permettre au plus grand nombre d'accéder à l'enseignement supérieur. Sciences Po s'est doté à ce titre d'une

stratégie Afrique dont j'ai fait une priorité. En 2011, nous avons lancé un programme Europe-Afrique en premier cycle. Nous avons également créé des concentrations et des programmes tournés vers ce continent au niveau master : un programme consacré aux villes africaines est par exemple proposé aux étudiants de l'École urbaine.

»

Notre rapprochement permettra aux étudiants de s'immerger dans les projets de l'AFD.

Parallèlement, nous avons noué des partenariats avec une vingtaine d'universités africaines sur l'ensemble du continent. Nous menons des projets ambitieux avec elles. Début 2018, nous avons ainsi lancé le MOOC *Afrique et mondialisation* : réalisé sous la direction de Bertrand Badie et de Marie-Françoise Durand, ce cours en ligne mêle les regards d'une dizaine d'enseignants africains, latino-américains et européens pour livrer une vision inédite de l'Afrique et de son avenir dans la gouvernance globale. Il est accessible à tous sur la plateforme Coursera. Forts d'un réseau d'alumni solidement implanté, nous entendons poursuivre ce développement. L'appui de l'AFD sur le continent nous sera très précieux. ♦



Multiplier les échanges

Le partenariat entre Sciences Po et l'AFD a été conclu en novembre 2017. Il ouvre pour les deux institutions des possibilités réelles de dialogue autour de thématiques clés comme la gouvernance des ressources, les migrations ou les inégalités. Plusieurs séminaires conjoints sont envisagés avec le Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI).

Sciences Po et l'AFD organiseront également un cycle de conférences sur le développement mobilisant des experts et des personnalités de haut niveau.

L'AFD appuiera enfin plusieurs formations dispensées par Sciences Po en niveau master. Elle soutiendra notamment l'exécutif master « Politiques et management du développement – Potentiel Afrique » de Sciences Po Executive Education, une formation diplômante destinée aux professionnels, cadres et dirigeants.



À LIRE, À VOIR

Vous souhaitez élargir votre regard sur le développement ? Découvrez les MOOC de l'AFD et de Sciences Po sur la plateforme Coursera. Ces cours en ligne sont gratuits et peuvent être suivis en français et en anglais.

Afrique et mondialisation, regards croisés, proposé par Bertrand Badie et Marie-Françoise Durand (Sciences Po)

Les transitions énergétiques-écologiques dans les pays du Sud, proposé par Gaël Giraud, David Claessen, Alain Grandjean (AFD-École nationale supérieure)

Migrations internationales : un enjeu mondial, proposé par Catherine Wihtol De Wenden (Sciences Po)



ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

Les jeunes

et leur rapport au monde

La jeune Anna échange avec Lilian Thuram sur la scène du Forum des images.



Début 2017, l'AFD a réuni à Paris quelques centaines de jeunes et de grands témoins autour du thème « Être citoyen du monde ». L'occasion pour ces adolescents de faire le point sur leur sens de l'engagement et leur rapport aux autres, au-delà des frontières.



59 %

des 15-25 ans français pensent que les citoyens peuvent changer le monde

« **J**e suis devenu noir à neuf ans. » Alors que Lilian Thuram explique comment sa couleur de peau est devenue un sujet de moqueries à son arrivée en métropole, il est interrompu par le cri de surprise d'Anna. Cette réaction spontanée vaudra à la jeune fille de monter sur scène pour débattre avec l'ancien footballeur engagé dans l'éducation contre le racisme.

Accepter l'autre, interroger la solidarité, réaliser que ce qui se passe là-bas nous concerne ici... Ces thèmes ont occupé 300 collégiens et lycéens réunis aux côtés d'experts et de personnalités issues de la société civile au Forum des images de Paris, le 13 février 2017. C'est dans le cadre de sa mission de sensibilisation et d'éducation au développement que l'AFD a organisé cette journée de débats et d'échanges autour de la notion de « citoyen du monde ».

Vouloir changer le monde

« On prend conscience qu'on peut changer les choses, à notre petit niveau », confie la jeune Kiliana, 16 ans, entre deux conférences. Certaines causes semblent malgré tout trop grandes pour les épaules de la lycéenne : « Le changement climatique, je ne vois pas ce que je peux y faire, moi. »

Le spleen climatique de Kiliana n'empêche pas Nawel, tout juste majeure, de penser que sa génération est plus solidaire que les précédentes : « Avec les réseaux sociaux, on sait qu'on peut avoir un impact », ajoute la jeune femme en mission de service civique avec l'association Unis-Cité.

S'engager pour demain

Wisler est lui aussi impressionné par les personnalités qu'il a vues défiler sur l'estrade. Du haut de ses 16 ans, il en retire une chose : « On peut tous s'engager avec nos propres qualités. » Comme son idole Lilian Thuram, Wisler voudrait « passer par le sport pour aider les jeunes ». Et de conclure dans un large sourire : « La solidarité, l'entraide, ce sont des valeurs auxquelles je crois. »

Anne, jeune salariée du service communication d'Action contre la faim, ne se fait pas d'illusions pour autant : « Les enfants ne sont pas encore assez sensibilisés sur le rapport à l'autre, sur ce que nous avons tous de commun à travers le monde. » Au même moment, sur la scène, une jeune femme engagée auprès de l'UNICEF lui fait écho : « Tant qu'on a la tête dans les étoiles et les pieds sur terre, on peut le faire. » ♦



COLOC OF DUTY

Quand le dessinateur Jul croque le développement

Avec la complicité de l'AFD, le dessinateur et auteur de bandes dessinées Jul (*Silex and the City*, *Platon la Gaffe*, *50 nuances de Grecs...*) livrait à l'occasion du festival international de la BD d'Angoulême 2017 une série en neuf épisodes : *Coloc of Duty*.

Coloc of Duty, c'est une jolie métaphore sur notre monde. Dans ces planches imaginées par Jul, des colocataires accueillent un étrange nouveau venu, Edmund, et se mettent à débattre de la responsabilité collective. Les situations drôles et décalées qui s'ensuivent interrogent une histoire plus vaste et bien réelle : celle que construisent au quotidien les citoyens du monde que nous sommes tous.



À LIRE, À VOIR

Coloc of Duty, retrouvez les neuf planches sur colocofduty.bdangouleme.com

Interview vidéo de Jul sur <https://youtu.be/U5nhoxWgCGg>

ÉVALUATION

« Apprendre et progresser dans nos pratiques »

NATHALIE LE DENMAT, directrice du département Évaluation et apprentissage de l'AFD

L'évaluation est au cœur de l'action de l'AFD. Elle lui permet de gagner en efficacité, de dialoguer avec les parties prenantes et de remplir son devoir de transparence et de redevabilité. Décryptage avec Nathalie Le Denmat.

Quels sont les objectifs majeurs de l'évaluation pour l'AFD ?

N. L. D. - Les évaluations représentent un puissant outil d'apprentissage et d'orientation de nos stratégies d'intervention. C'est par notre capacité à tirer les enseignements issus de nos expériences et à les appliquer que nous pouvons améliorer l'efficacité de nos projets, programmes et stratégies. La démarche d'évaluation nous permet d'apprendre et de progresser dans nos pratiques. Nos évaluations nourrissent le dialogue avec les acteurs du projet, diffusent une culture de l'évaluation et ambitionnent d'éclairer le débat sur les politiques publiques. Enfin, elles contribuent à notre obligation de transparence

et de redevabilité vis-à-vis de l'État, de la représentation nationale et de l'opinion publique en France et à l'étranger.

Quels types d'évaluation sont menés sur le terrain ?

N. L. D. - Depuis 2008, plus de 400 évaluations de projets achevés ont été pilotées au plus près du terrain. Elles contribuent à assurer un dialogue de qualité avec les parties prenantes. Par ailleurs, une cinquantaine d'évaluations au champ plus large (portant sur un instrument de financement, un pays, un secteur, une problématique transversale ou une stratégie) ont été conduites, parfois conjointement avec le ministère de l'Europe



+ de 450

évaluations ont été
réalisées depuis 2008



“
Les évaluations mesurent
les effets de nos interventions sur
la qualité de vie des populations.

et des Affaires étrangères et le ministère des Finances, ou avec d'autres bailleurs. Nous venons, par exemple, de terminer l'évaluation de 15 ans d'appui de l'AFD au développement local en Afrique, et de 10 ans d'aide publique au développement française au Viêt Nam.

Enfin, 14 évaluations scientifiques d'impacts ont été confiées à des laboratoires de recherche de pays émergents et de pays partenaires. Grâce à une méthodologie rigoureuse, ces évaluations mesurent les effets directement attribuables à nos interventions sur la qualité de vie des populations locales.

En évaluant ses propres projets et pratiques, l'AFD n'est-elle pas à la fois juge et partie ?

N. L. D. - L'AFD souscrit aux six principes du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE relatifs à l'évaluation : impartialité, indépendance, crédibilité, utilité, participation des partenaires locaux et coordination avec les autres bailleurs. Pour satisfaire aux enjeux d'indépendance de nos évaluations, nous privilégions plusieurs leviers. La conduite et la supervision des évaluations sont réalisées par un service indépendant des opérationnels en charge de la conception et de la mise en œuvre des interventions. Par ailleurs, la plupart des évaluations sont menées par des évaluateurs externes à l'AFD, sous le regard d'un « groupe de référence » constitué des bénéficiaires, des partenaires et de personnalités qualifiées. Enfin, l'AFD s'est dotée d'un Comité des évaluations, composé de différents ministères impliqués dans la gouvernance de l'AFD et de personnalités qualifiées issues du monde universitaire, de la recherche, des organisations de la société civile et des partenaires. Il veille à la qualité des travaux d'évaluation et à la pertinence de leur programmation.



Dans les années à venir, comment l'évaluation menée par l'AFD doit-elle innover dans ses pratiques et ses outils ?

N. L. D. - Un des axes consiste à rendre nos interventions plus facilement évaluables en s'assurant que leurs objectifs soient clairs, que la stratégie mise en œuvre pour les atteindre soit crédible et qu'un dispositif de suivi-évaluation soit mis en place tout au long du projet. Un deuxième défi consiste à renforcer la qualité des évaluations, en termes méthodologiques notamment, pour



Les projets de l'AFD qui soutiennent le développement urbain durable de la ville d'Hanoi ont été pris en compte dans l'évaluation de l'aide au développement française au Viêt Nam entre 2005 et 2015.

savoir évaluer des processus complexes comme les changements sociaux, le renforcement de capacités de nos acteurs ou le changement climatique. Il nous faut également impliquer davantage les acteurs et les bénéficiaires des projets dans le processus même de l'évaluation. À cet égard, nous développons des échanges avec les évaluateurs des institutions partenaires pour mutualiser nos réflexions et progresser. Enfin, nous cherchons à renforcer l'utilité des évaluations et testons actuellement des approches pilotes très favorables à l'apprentissage et à la diffusion de la

culture de l'évaluation, directement inspirées de nos homologues allemands de la KfW : par exemple les évaluations menées par des équipes mixtes associant un évaluateur et un expert sectoriel de l'AFD. Nous souhaitons également réaliser davantage d'évaluations à mi-parcours, utiles pour réorienter l'intervention en cours de route et pour tirer des enseignements en vue de l'instruction d'une phase ultérieure du projet. ◆



“
Cette démarche est importante dans un contexte d'État fragile comme la RDC, où les enjeux d'appropriation et de pérennité des interventions sont particulièrement forts.

Claire Zanuso, économiste en charge
des évaluations d'impact à l'AFD



Fabrique d'une évaluation scientifique d'impact à Kinshasa

Qu'implique la réalisation d'un projet d'évaluation ? Réponse avec l'exemple de l'évaluation scientifique des impacts sanitaires et socioéconomiques en cours dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC).

Évaluer scientifiquement les impacts sanitaires et socioéconomiques des infrastructures d'eau : voilà l'ambition de ce projet de recherche. Portant sur le projet de promotion de modalités innovantes pour l'accès à l'eau potable à Kinshasa (PILAEP 2), l'évaluation est conduite par les chercheurs de l'unité mixte de recherche Développement, Institutions et Mondialisation de l'Institut de recherche pour le développement. Comme toutes les évaluations d'impact, elle permet à l'AFD d'améliorer l'instruction et le montage de ses futurs programmes, mais aussi de satisfaire à son obligation de redevabilité.

L'étude porte sur un projet d'adduction d'eau dans les nouveaux quartiers de la ville qui ne sont pas desservis par la régie des eaux locale. L'ONG congolaise Action pour le développement des infrastructures en milieu rural (ADIR) a mis en place un système de gestion décentralisée qui repose sur la participation communautaire et est structuré autour d'associations d'usagers. PILAEP 2 a pour objectif de raccorder 400 000 habitants de 26 quartiers à des réseaux d'eau pour répondre à un besoin essentiel : l'accès sécurisé à une eau potable de qualité.

Réalisée avec l'Institut national de la statistique congolais, l'enquête vise à mesurer les impacts du projet : la santé des habitants, en particulier celle des enfants, s'est-elle améliorée ? La réduction des distances à parcourir et du temps consacré à la corvée d'eau permet-elle une hausse de la scolarisation des jeunes filles ? Des réponses à ces questions dépend l'action future de l'AFD.



Enquête auprès d'une bénéficiaire. Comme elle, 18 000 habitants d'environ 3 000 foyers ont répondu à 60 enquêteurs entre février et mai 2018.

CLIMAT

Quand l'innovation sert l'environnement

LE FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL



314

projets financés
dans les zones
d'intervention
du FFEM
depuis 1994

En 1992, le sommet de la Terre place le développement durable au cœur des discussions internationales ; la nécessité d'allier la protection de l'environnement au développement économique et social est reconnue pour la première fois. Le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) est né de ce constat.

Créé en 1994, le FFEM intervient dans le domaine environnemental avec un atout majeur : l'innovation. Il est au service de la politique française de coopération et de développement.

Innover pour le développement durable

Le FFEM promeut la préservation de l'environnement et le développement durable dans les pays en développement et émergents. Il subventionne des projets innovants dans six domaines : climat, biodiversité, eaux internationales, dégradation des terres – dont la déforestation –, polluants chimiques et couche d'ozone stratosphérique. Il collabore avec

Mieux noter les États pour le climat



2 M€

**Coût du programme
sur 18 mois**

La lutte contre le changement climatique nécessite une forte implication du secteur financier. Mais l'absence de prise en compte de l'état du capital naturel par les agences de notation est un obstacle majeur pour une juste expertise des risques souverains.

Dans ce contexte, le FFEM et l'AFD soutiennent un programme innovant destiné à renouveler la notation financière des États et à accélérer l'intégration des enjeux environnementaux par l'industrie financière. À la clé, la création d'une agence de notation dédiée aux risques souverains capable de diffuser ces analyses d'un genre nouveau. Mis en œuvre par la société Beyond Ratings, le programme est financé par le FFEM et l'AFD, respectivement à hauteur de 0,5 et 0,7 million d'euros.

La nouvelle agence de notation reposera sur un modèle innovant : actionariat international public-privé, gouvernance ouverte et modèle économique renouvelé. Une levée de fonds conclura le programme pour que l'actionariat rassemble des investisseurs de long terme, internationaux, publics et privés. De quoi conférer à la future agence une indispensable assise institutionnelle.

tous types d'acteurs dans des cadres variés, du secteur public au secteur privé en passant par la société civile, les ONG, le monde de la recherche, les collectivités territoriales, les bailleurs et les conventions environnementales internationales.

Le FFEM se distingue d'autres initiatives publiques et privées en mettant l'innovation au cœur de son action. Il accompagne des projets pilotes qui testent des solutions nouvelles et permettent d'en tirer des enseignements. Leur déploiement à plus grande échelle par d'autres bailleurs ou par des banques commerciales s'en trouve facilité. Le FFEM cherche ainsi à essaimer au niveau mondial de nouvelles méthodes et des pratiques innovantes dans le domaine environnemental. ◆

Trois instances de gouvernance

- ▶ Un comité de pilotage composé des ministères de l'Économie et des Finances (qui en assure la présidence), de l'Europe et des Affaires étrangères, de la Transition écologique et solidaire, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de l'Agriculture et de l'Alimentation, et de l'AFD.
- ▶ Un comité scientifique et technique qui garantit l'adéquation des projets avec les orientations stratégiques.
- ▶ Un secrétariat qui gère les cycles stratégique et d'instruction ainsi que le suivi des projets.

GÉOGRAPHIE

Le dessin

et le territoire

Dans son dernier ouvrage, le géographe Christian Seignobos analyse les défis du développement du lac Tchad à la pointe de son crayon. Ou quand la géographie et la recherche rencontrent l'art du dessin.

**À LIRE, À VOIR****Des mondes oubliés :
carnets d'Afrique,**

Christian Seignobos. IRD
éditions/Parenthèses,
collection
Beaux-Livres, 2017

Situé aux confins de plusieurs zones agitées à la frontière entre le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigeria, le bassin du lac Tchad est un territoire en perpétuel mouvement.

Cette région, le géographe français Christian Seignobos, directeur de recherche émérite à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'a explorée pendant plus de 40 ans. Il en livre aujourd'hui une vision originale à travers un ouvrage hybride mêlant dessin et géographie.

La recherche autrement

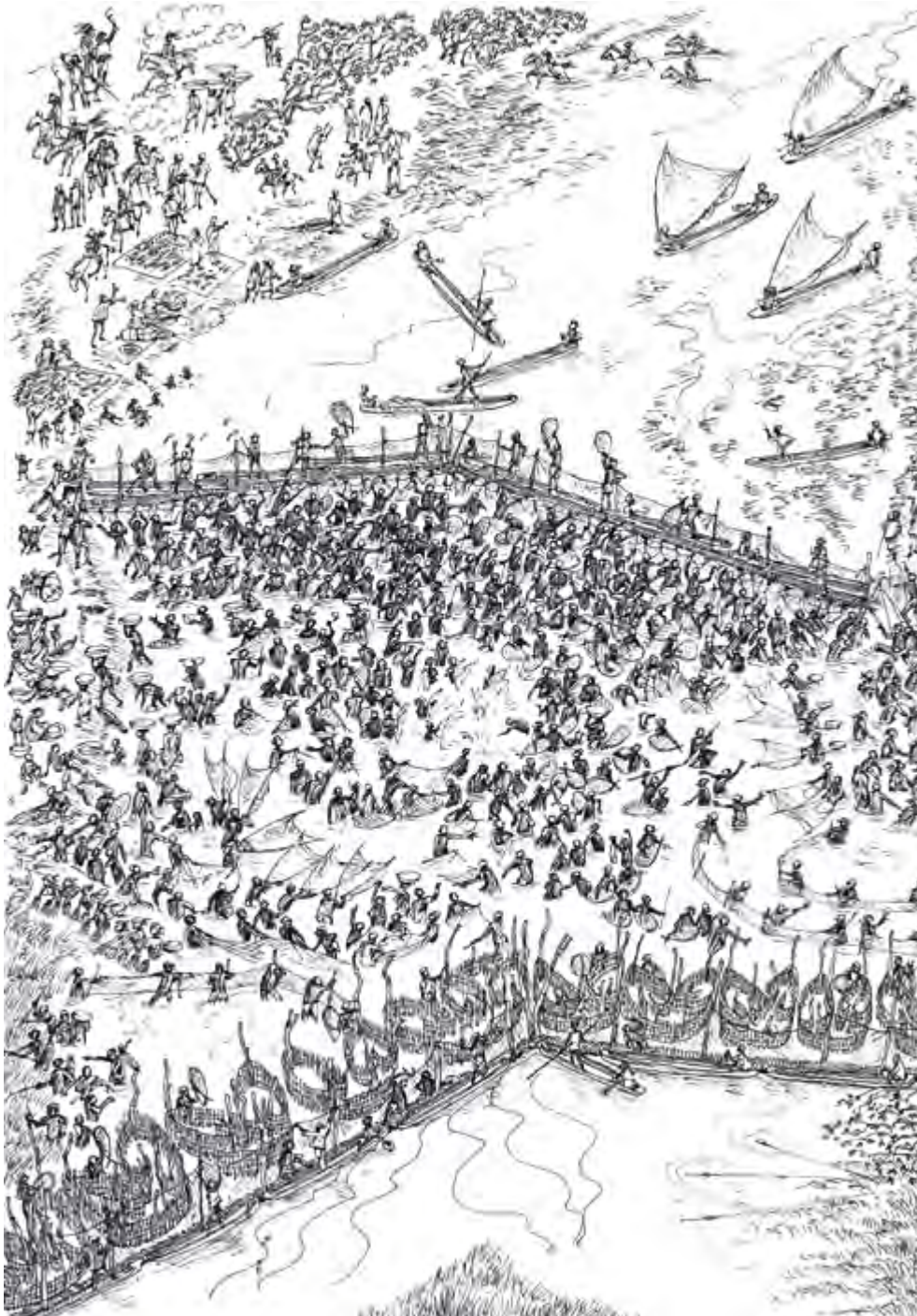
Publié en 2017, *Des mondes oubliés : carnets d'Afrique* réunit un vaste corpus de textes, de croquis et de dessins réalisés sur le terrain comme autant de témoignages d'une pratique personnelle et professionnelle de la recherche.

Une approche qui permet de mieux saisir la complexité d'un système régional en crise, « *sans repères et sans cartes* », comme le souligne le géographe. L'ouvrage a reçu les prix de la Société de géographie et de l'Académie des sciences de l'Outre-mer en 2017.

Un témoignage nécessaire

Plusieurs dessins de Christian Seignobos ont été exposés à l'AFD en janvier 2018 ; l'occasion d'éclairer les nombreux défis auxquels la région est aujourd'hui confrontée. En 2016, dans le cadre de la contribution française à l'Alliance pour le Sahel, l'AFD a ainsi lancé l'Initiative Kouri* pour soutenir les populations du lac Tchad touchées par les conflits. Cette initiative favorise le développement territorial local, l'insertion socioéconomique, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles. ♦

* Voir aussi p. 89 le projet RESILAC, issu de l'Initiative Kouri et cofinancé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne



30 M

**de personnes
vivent dans
le bassin
du lac Tchad**

Une oasis géante en plein désert

Des pêcheurs pratiquent le *kal soso*, une pêche collective sur des biefs de marigot. Le bassin du lac Tchad a donné naissance à un milieu viable en plein désert du Sahara. La profondeur du lac évolue sans cesse, mais les populations ont su s'adapter. Les pêcheurs deviennent agriculteurs quand le niveau de l'eau baisse.

Un territoire en mouvement

Des Mbororo Biibe Woyla en transhumance longent les pâturages de décrue du lac Tchad, sur la rive camerounaise.

Des zébus porteurs acheminent femmes, enfants et biens de la famille. Les nomades suivent ainsi leurs troupeaux, transportant leur habitat avec eux et s'installant au gré d'une nature changeante.



Une zone en crise

Des combattants de Boko Haram traversent la cuvette nord du lac Tchad, forêt ennoyée de *Prosopis juliflora*. Née en 2002 au Nigeria, l'organisation terroriste a fait allégeance au groupe État islamique en 2015.





Des populations en exil

Les incursions de Boko Haram laissent derrière elles des villages incendiés. Plus de 2,5 millions de personnes ont trouvé refuge dans d'autres régions ou des camps gérés par des ONG. Plus d'un million ne peuvent toujours pas rentrer chez elles.

Une économie qui rassemble

Agriculture, pêche, élevage, artisanat... La rive sud du lac est un véritable eldorado.

Les populations travaillent de concert pour tirer parti des richesses qu'offrent le plan d'eau, ses abords et ses terres.



Quel avenir ?

Bornouans, Hausa, Buduma, Arabes... Toutes les populations de la région se côtoient dans les marchés aux poissons comme celui de Malam Fatori, au nord-est du Nigeria. Mais dans cette région où se conjuguent richesses naturelles, difficultés de contrôle et instabilité politique, l'avenir est incertain.



Coordination AFD : Xavier Frison, Romain Chabrol

Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation et fabrication : ANIMAL  PENSANT

Ont participé à ce rapport : Agence AFD du Gabon et de Sao Tome et Príncipe, AFP, FFEM, Wassim Ghozlani, Gaël Giraud, Alex Gohari/Pana Prod, Israël Guébo, Jul, Ornella Lamberti, Nathalie Le Denmat, Thierry Maquaire, Élodie Martinez, Frédéric Mion, Cécile Renaudo, Christian Seignobos, Hélène Vernier, Nahoua Yeo

Crédits iconographiques :

Couverture et p. 2 : Orbon Alija/Getty Images
p. 3 : Yashas Chandra, Francesco Zizola/NOOR, James Keogh
p. 4 : Pepper Only
p. 5 : Andrew McLeish
p. 6 : Francesco Zizola/NOOR
p. 9 : Fabien Dubessay
p. 14 : Zuleika de Souza
p. 20–27 : Yashas Chandra
p. 29–31 : Jacques Kouao
p. 33 : Isabelle Bonillo

p. 35–37 : Ornella Lamberti
p. 39–40 : Phil La Bonté
p. 43, 45–46 : Anmar Abd Rabbo
p. 49–55 : Wassim Ghozlani
p. 57, 59–61 : Alfredo Durante
p. 63–65 : Benjamin Hemar
p. 66–75 : Sonier Issembé
p. 77–83 : Chor Sokunthea
p. 85 et 87 : Sia Kambou
p. 88 : Félix Vigne, Milky Lab
p. 89 : Aegea, AFD, Romain Dissaux
p. 90 : James Keogh

p. 93 : Alain Goulard
p. 94 : Alix Marnat/Intothewide Films
p. 97 et 99 : AFD
p. 100–101 : Thomas Arrivé
p. 102–103 : Martin Argyroglo
p. 104 : Alain Goulard
p. 105 : Jul
p. 107 : Quentin Houdas/Animal pensant
p. 108–109 : Laurent Weyl/Collectif Argos
p. 110–111 : Inès Kabamba
p. 112–113 : Martial Dosdane
p. 115–118 : Christian Seignobos

Coordination AFD de l'exposition « Au fil du Transgabonais » : Laetitia Dufay

Conception du webdocumentaire « Visages de la médina » : Atelier nocturne. **Coordination AFD** : Jérémie Daussin–Charpantier

Imprimé en France.

La certification PEFC du papier apporte la traçabilité de l'arbre jusqu'aux papiers ainsi que la garantie que les bois utilisés pour la production de fibres papetières ne participent pas à la déforestation et respectent les fonctions environnementales et sociales de la forêt.

ISSN : 1299–0094. Dépôt légal : juillet 2018.



#MondeEnCommun

Tél. : +33 1 53 44 31 31
5, rue Roland-Barthes · 75598 Paris cedex 12 · France

Sur Twitter : @AFD_France

www.afd.fr